



Archipel

Études interdisciplinaires sur le monde insulindien

99 | 2020

Varia

1965 : L'Heure de l'histoire ?

1965 : Time for History ?

Jean-Louis Margolin



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/archipel/1729>

DOI : [10.4000/archipel.1729](https://doi.org/10.4000/archipel.1729)

ISSN : 2104-3655

Éditeur

Association Archipel

Édition imprimée

Date de publication : 15 juillet 2020

Pagination : 215-261

ISBN : 978-2-910513-83-2

ISSN : 0044-8613

Référence électronique

Jean-Louis Margolin, « 1965 : L'Heure de l'histoire ? », *Archipel* [En ligne], 99 | 2020, mis en ligne le 02 juin 2020, consulté le 15 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/archipel/1729> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/archipel.1729>

Association Archipel

LECTURES CRITIQUES

JEAN-LOUIS MARGOLIN¹

1965 : L'Heure de l'histoire ?

- Douglas Kammen & Katharine McGregor, *The Contours of Mass Violence in Indonesia, 1965-1966*, Singapour, NUS Press, 2012, 305 p.
- Katharine McGregor, Jess Melvin & Annie Pohlman (eds.), *The Indonesian Genocide of 1965: Causes, Dynamics and Legacies*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2018, 386 p.
- Jess Melvin, *The Army and the Indonesian Genocide: Mechanics of Mass Murder*, Abingdon/ New York, Routledge, 2018, 319 p.
- Geoffrey B. Robinson, *The Killing Season: A History of the Indonesian Massacres, 1965-66*, Princeton, Princeton University Press, 2018, 429 p.
- Vannessa Hearman, *Unmarked Graves: Death and Survival in the Anti-Communist Violence in East Java, Indonesia*, Singapour, Asian Studies Association of Australia & NUS Press, 2018, 272 p.
- Soe Tjen Marching, *The End of Silence: Accounts of the 1965 Genocide in Indonesia*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2017, 219 p.
- Dr. Baskara T. Wardaya SJ (ed.), *Truth Will Out: Indonesian Accounts of the 1965 Mass Violence*, Clayton (Victoria), Monash University Publishing, 2013, 224 p. (Traduit de l'indonésien par Jennifer Lindsay).
- Kurniawan et al., *The Massacres: Coming to Terms with the Trauma of 1965*, Jakarta, PT Tempo Inti Media Harian, 2015 (publié en indonésien en 2012 sous le titre *Pengakuan Algojo 1965*).

Tout au long des trois décennies de la présidence Suharto (1967-1998), il fut pratiquement impossible de faire l'histoire de ce qui fut, avec les ravages de l'occupation japonaise (1942-1945), la plus grande tragédie du XXe siècle indonésien : les massacres de communistes et assimilés, en 1965-1966.

1. L'auteur est historien de l'Asie orientale; < florval@yahoo.com >.

Impossibilité en Indonésie même, tant on aurait couru de risques à remettre en cause la version officielle faisant du bain de sang une manière de sauvetage national face à un adversaire démoniaque, et justement puni. Impossibilité plus étrange dans le reste du monde, les dictatures pro-occidentales n'ayant pas précisément bonne presse dans les milieux de l'enseignement supérieur et de la recherche. Mais les sources étaient peu accessibles, et la crainte était légitime de se voir interdire l'accès à ses terrains de recherche en cas d'investigations poussées sur la « scène primitive » du régime d'Ordre Nouveau. Plus profondément, on impliquera le malaise de beaucoup face à ces victimes qui s'étaient si peu défendues, qu'on avait pu massacrer « comme des moutons à l'abattoir » : le « guérillero héroïque » vietnamien ou le garde rouge chinois, cela présentait mieux. *Vae victis*.

C'est ainsi que le seul ouvrage sérieux tentant un point complet sur la question demeura longtemps celui dirigé par l'historien australien Robert Cribb.² D'autres ouvrages évoquaient en passant les « événements », et quelques articles (tels que ceux de Benedict Anderson & Ruth McVey³ et de W.F. Wertheim⁴) tentaient de les décrypter, mais avec une information insuffisante et, parfois, de pesants parti-pris. L'explosion de liberté d'expression – et de liberté de la recherche – qui suivit la chute du dictateur permit enfin de revenir sur 1965, en faisant fond sur une collaboration nouvelle entre universitaires occidentaux et indonésiens. Le premier grand ouvrage à manifester que l'heure de l'histoire sérieuse avait enfin sonné fut celui de John Roosa, en 2006.⁵ Pas mal d'autres suivirent, y compris des livres collectifs de valeur, manifestant qu'une certaine masse critique était en train d'être atteinte, qui permettait d'avancer rapidement sur plusieurs thèmes et plusieurs régions simultanément. Beaucoup reste à faire, mais le moment est sans doute approprié de dresser une manière de rapport d'étape, à l'aide de huit ouvrages parus dans les années 2010 (un neuvième, celui de Kuncoro Hadi, est recensé par JJ Rizal à la suite de ceux-ci) ; trois sont des historiques d'ensemble, quatre essentiellement des recueils de témoignages, et celui de l'historienne de Yale Jess Melvin se situe quelque part entre ces deux blocs – une étude monographique de la province d'Aceh (au nord de l'île de Sumatra) en constitue le cœur, mais les conclusions se veulent généralistes.

2. Robert Cribb (ed.), *The Indonesian Killings of 1965-1966*, Clayton (Victoria), Monash University Press, 1990.

3. Benedict R. Anderson & Ruth T. McVey, *A Preliminary Analysis of the October 1, 1965, Coup in Indonesia*, Interim Reports Series, Ithaca, Cornell Modern Indonesia Project, 1971.

4. W.F. Wertheim, "Whose plot ? New light on the 1965 events", *Journal of Contemporary Asia*, vol. 9 n°2 (1979), pp. 197-215.

5. John Roosa, *Pretext for Mass Murder: The September 30th Movement and Suharto's Coup d'Etat in Indonesia*, Madison, University of Wisconsin Press, 2006.

Les Équipes du Renouveau

Le plus ancien des livres examinés est celui dirigé par Douglas Kammen et Katharine McGregor ; il demeure sans doute le plus fondamental, car celui qui a le plus renouvelé notre connaissance des massacres. Onze auteurs (les coordinateurs revenant plusieurs fois) se partagent dix chapitres. La majorité de ceux-ci concernent une région précise (Java-Centre, Java-Est, Bali, Sumatra-Nord, Sulawesi-Sud), trois sont synthétiques, et un mémoriel.

L'introduction des deux coordinateurs insiste sur le caractère de « contre-révolution » qu'aurait eu l'Ordre Nouveau post-1965 : rupture avec une « participation populaire de masse » à la vie politique (pp. 11-12), que la guerre d'Indépendance (1945-1949) avait introduite. C'est négliger le fait que la « Démocratie Dirigée », semi-dictature instituée par le président Sukarno à partir de 1959, constituait déjà une claire rupture avec le parlementarisme démocratique institué après 1949 et était davantage révolutionnaire en paroles qu'en actes, se montrant dans les faits incapable de mener à bien la réforme agraire tout autant que de gérer le vaste secteur nationalisé de l'économie. La « participation populaire de masse » se limitait pour l'essentiel aux partis bien en cour auprès du président, et se déroulait sous leur étroite direction. Il serait bon de s'interroger davantage sur les éléments de continuité entre la période de pouvoir personnel de Sukarno et le règne de Suharto.

John Roosa, dans un chapitre consacré aux « apories du 30 septembre », reprend les conclusions du livre précité. Il dévoile l'existence et le rôle d'un Bureau Spécial secret au sein de la direction communiste, mais s'efforce ensuite d'en minimiser l'importance, dans le but de disculper au maximum le PKI. Le 1^{er} octobre n'aurait vu que « a small, covert action that had involved only a handful of the top Politburo leaders ». ⁶ On reviendra sur les limites de ce raisonnement.

Bradley Simpson traite de la dimension internationale des violences. Comme la quasi-totalité des auteurs, depuis les années soixante, il insiste sur la sympathie immédiatement ressentie par les responsables américains et britanniques pour l'armée indonésienne d'après le 1^{er} octobre, et sur la contribution anglo-saxonne tant politique que militaire et économique à la consolidation du nouveau pouvoir. Pourtant, son chapitre, remarquablement informé, présente de multiples indices d'une plus grande complexité, dont il ne tire pas lui-même un plein parti. Ainsi, si Suharto avait été d'origine « l'homme des Américains », pourquoi l'ambassade US aurait-elle eu besoin de transmettre sa biographie à Washington le 20 octobre 1965 ? Il reproduit une dépêche de son chargé des affaires politiques qui, le 1^{er} février 1966, conclut : « There is in fact every reason to believe that the Indonesian military government is dedicated to a totalitarian form of government. » (p. 60). Dans

6. John Roosa, "The September 30th Movement : the Aporias of the Official Narratives", in Kammen & McGregor, op. cit. p. 40.

la bouche d'un diplomate américain, sous administration démocrate, difficile de prendre cela pour un compliment... Quant à l'aide soviétique (au moins dix fois supérieure à l'aide américaine depuis le début des années soixante), elle se poursuivit pendant les massacres, y compris par des envois d'armes (p. 63). Il est vrai que le PKI était aligné sur Pékin. En réalité, pour Washington et plus encore pour Londres (engagé militairement contre l'Indonésie aux côtés de la Malaysia et de Singapour), ce qui importait surtout était l'infléchissement de la politique étrangère, qui ne pouvait plus passer que par le renversement de Sukarno ; ainsi que le règlement de ce qu'ils considéraient comme des spoliations – la nationalisation sans contrepartie des considérables avoirs de leurs entreprises en Indonésie. L'élimination du PKI était surtout vue comme un moyen d'y parvenir (p. 61 et 64-67). Cela explique que les robinets de l'aide anglo-américaine n'aient laissé passer qu'un filet d'eau pendant l'essentiel des massacres, et ne se soient ouverts en grand qu'après le transfert des pouvoirs présidentiels à Suharto, le 11 mars 1966 – alors même que les pires violences commençaient à s'atténuer.

David Jenkins et Douglas Kammen dressent un tableau assez complet du rapport de forces militaire en octobre 1965 à Java et Bali. Le plus frappant est la faiblesse des effectifs engagés, des deux côtés. Les objectifs décisifs constitués par la radio nationale et le centre de télécommunications n'étaient ainsi gardés, le 1^{er} Octobre, que par une poignée de jeunes communistes (p. 75), tandis que le fer de lance de la répression, les paracommandos du colonel Sarwo Edhie Wibowo (RPKAD), ne comptaient guère que 800 hommes, dont quelques dizaines sympathisaient avec le PKI et ne semblent guère en avoir été sanctionnés (pp. 81-82). Quant aux troupes stationnées à Java-Centre (division Diponegoro), elles étaient majoritairement passées du côté du Mouvement du 30 Septembre et furent pour une bonne part envoyées par la suite à Bornéo, sur le « front » de la Confrontation avec la Malaysia (pp. 78-79). C'est donc au centre de Java, bastion communiste, que le RPKAD commença le 19 octobre (à Semarang), une véritable opération de reconquête, tout de suite marquée par des milliers d'arrestations souvent suivies de mises à mort (p. 83). C'est dans cette seule région que le PKI fut en mesure de riposter (grèves et meurtres de quelques dizaines – Edhie parla de 200 – de ses opposants), du moins pendant quelques jours. Sans la formation accélérée de nombreux miliciens locaux, essentiellement choisis dans les rangs des jeunesses (Ansor) du mouvement musulman Nahdlatul Ulama (NU), jamais l'armée n'eût pu parvenir à éliminer les communistes aussi facilement et rapidement (pp. 88-94). Le RPKAD passa à Bali le 7 décembre, et son alliance avec le Partai Nasional Indonesia (PNI) local, ainsi que l'irruption de nombreux tueurs du NU venus de Java, permirent une répression immédiate encore plus sauvage qu'à Java (pp. 99-102). A Java-Est, par contre, ce sont les garnisons (division Brawijaya) qui organisèrent les plus vastes tueries de l'ensemble de l'Indonésie (sans doute

200 000 victimes) ; l'appui de dizaines de milliers de miliciens musulmans compensa leur faiblesse numérique (pp. 97-99).

Greg Fealy et Katharine McGregor précisent le rôle du NU à Java-Est, son bastion par excellence. Dès le 1^{er} octobre, sa direction « accommodationniste » proche de Sukarno fut remplacée sur le terrain par des militants prêts au combat. Les *kiai* (prédicateurs) et les *pesantren* (écoles islamiques) qu'ils contrôlaient furent les organisateurs des massacres, toujours conçus et réalisés en collaboration plus ou moins étroite avec l'armée. On fit de l'égorgement (mode de mise à mort le plus fréquent) des communistes une obligation religieuse, car il s'agissait de créatures quasi-diaboliques. Courant décembre, l'armée commença à freiner des massacres tournant souvent au règlement de comptes, et s'affronta dans quelques cas avec les milices (p. 125). On reviendra sur ces atrocités.

Quatre autres régions font l'objet de chapitres spécifiques. Tous présentent l'avantage de replacer les massacres dans une chronologie plus longue : montée des tensions et reconfiguration de la scène politique avant octobre 1965, effets de long terme. Yen-ling Tsai et Douglas Kammen se concentrent sur la métropole de Sumatra-Nord, Medan, qui est aussi le cœur de la principale zone de plantations du pays. Les ethnies sumatranaises s'y mêlent à une forte immigration de travailleurs javanais et à de nombreux Chinois. Ces deux groupes constituèrent les bases locales les plus solides du PKI, dont c'était le bastion principal en dehors de Java et de Bali. Cela rend compte d'un redoublement des affrontements politiques en massacres ethniques, davantage que partout ailleurs (sauf à Kalimantan-Ouest). Les tueries les plus importantes eurent lieu sur les plantations, aux dépens des Javanais fortement syndiqués. Les drames les mieux connus, car les plus visibles, eurent cependant lieu en ville, où s'illustrèrent tristement les miliciens plus ou moins gangsters (les *preman*) du *Pemuda Pancasila*, formé par le général Nasution, ministre de la Défense. Deux grands pogroms eurent lieu, le 2 novembre et les jours suivants contre les communistes, le 10 décembre contre les Chinois. Ceux-ci (pourtant assez souvent favorables à Taiwan) pâtirent du refus du consulat de la RPC d'abaisser le drapeau en signe de deuil le 5 octobre, jour des obsèques des généraux assassinés à Jakarta. L'armée laissa attaquer (mais non prendre) le consulat, et ensuite la foule se lança à l'assaut du quartier aux cris de « Tuons les Chinois ». Fin mars 1966 eut lieu une seconde vague d'attaques, des bandes de jeunes s'emparant de la plupart des bâtiments communautaires, et réclamant l'expulsion des Chinois (dont une bonne partie n'étaient alors pas des citoyens). L'armée assura un peu mieux sa mission de protection, mais c'en était trop pour beaucoup de Chinois, gravement discriminés depuis 1957 (fermeture des quatre cinquièmes des écoles chinoises), et dont la plupart, rejoints par les rescapés des violences d'Aceh, subsistaient péniblement dans quatorze camps de réfugiés : quatre navires en « rapatrièrent » des milliers en RPC.

Taufik Ahmad (son chapitre est le seul à être traduit de l'indonésien) rend compte des événements en Sulawesi-Sud, et plus particulièrement à Makassar. Le PKI n'y était guère puissant, et s'était attiré de solides inimitiés en se portant à l'avant-garde du centralisme indonésien, ressenti comme d'essence javanaise par le Darul Islam et le Masjumi, qui y étaient solidement implantés. Le PKI avait demandé et obtenu en 1958 l'interdiction du Masjumi (et du petit Parti socialiste indonésien). Les pogromistes et tueurs s'y recrutèrent largement et s'en prirent là encore aux migrants de Java, même non communistes. Les communistes éprouvèrent le manque de solidité de leur mouvement, certains membres du BTI (leur « syndicat » paysan) participant à leur répression. Les assassinats (un millier au moins) eurent surtout lieu lors de l'assaut d'une prison en novembre, et lors de la remise de communistes détenus par l'armée aux émeutiers, en décembre. Il n'empêche que les détenus survivants furent environ dix fois plus nombreux que les morts. Une partie fut enfermée dans le camp de Moncongloe, où le travail exténuant fut celui d'esclaves (agricoles ou domestiques) d'officiers corrompus et vindicatifs, et ce jusqu'à la fin des années soixante-dix. Mentionnons seulement l'important chapitre de Vanessa Hearman sur le Blitar-Sud, son livre développant le même sujet étant examiné ci-dessous.

L'exposé de Mary Ida Bagus, qui porte sur l'ouest de Bali, offre quelques caractéristiques similaires à d'autres régions : ciblage des Chinois (bien plus souvent pillés ici qu'assassinés), rôle fondamental des commandos d'Anson dans les tueries de masse. D'autres aspects sont plus spécifiques : place du PNI, principal rival local du PKI, entre autres parmi les enseignants – ce qui conduisit à des règlements de compte meurtriers dans les écoles ; lutte des castes recoupant les luttes politiques, mais à fronts en quelque sorte renversés, les hautes castes étant souvent privées de terres, et par là proches du PKI, auquel adhérait également la famille royale de Negara – celle du gouverneur de Bali Suteja, qui sera tué avec tous ses proches ; arrestations de masse (sans résistance) des communistes dès fin octobre, mais début des massacres le 30 novembre seulement. Les morts furent très vite très nombreux, certains villages étant pratiquement rayés de la carte. Ce chapitre est le seul dans ce livre à développer les souffrances spécifiques des femmes, surtout de celles qui avaient perdu la protection de leurs maris, leurs pères et leurs fils, tous tués parfois : viols, enlèvements, remariages forcés qui impliquaient le reniement complet de leurs parents et de leur passé. Le chapitre conclusif de Katharine McGregor porte sur le traitement des charniers dans l'Indonésie d'aujourd'hui (sachant qu'une grande partie des victimes n'y eut même pas droit : cadavres laissés à l'abandon avec parfois l'interdiction d'y toucher, ou jetés à la rivière). Les tentatives de réinhumation dans des cimetières se heurtent souvent aux autorités, ou aux organisations musulmanes, qui, à Kaloran (Java Central) en 2001, brûlèrent les cercueils et les maisons des familles concernées.

Le second ouvrage recensé est par bien des côtés une suite du premier. Deux auteurs sont communs, à commencer par McGregor, une des coordinatrices des deux livres. Signe de l'évolution de la recherche, on passe de trois à cinq auteurs nés en Indonésie (en y incluant Vanessa Hearman). Autres témoignages de l'évolution historiographique entre 2012 et 2018 : le poids accordé aux questions mémorielles, au sens large (un chapitre sur dix dans le premier ouvrage, huit sur dix-sept dans le second), l'irruption de la caractérisation comme *génocide* des massacres de 1965-66 – on retrouve le terme dans le titre de l'ouvrage et dans ceux de trois chapitres, alors qu'en 2012 il s'agissait de *mass violence*⁷ ; et enfin l'apparition d'un chapitre sur les violences sexuelles, trop peu évoquées précédemment. Par contre, et c'est dommage, seuls trois chapitres évoquent les violences dans un cadre local (deux sont consacrés à Bali, un à Surabaya), alors que le volume de 2012 montrait l'importance des variations spatiales.

Le chapitre introductif, signé par les trois coordinateurs, semble avoir été surtout rédigé par Jess Melvin, aux arguments de laquelle je répondrai plus loin (en particulier sur la question du génocide). D'emblée, suivant une stratégie académique bien connue, cette introduction met en relief la nouveauté des apports de l'ouvrage en caricaturant la bibliographie existante : « the Indonesian killings have not, until recently, been understood as a case of state-sponsored violence. Instead, the killings have been explained as a result of spontaneous violence which arose out of Indonesian society (...); until very recently it was a matter of serious scholarly contention as to whether or not the military had ordered the killings as part of a national, centralized campaign » (p. 2). Je ne connais pourtant pas d'ouvrage ou d'article réputé sérieux qui corresponde à ce portrait, et qui ait douté de la centralité de l'armée dans l'instigation et l'organisation des massacres. Pour ma part, ne faisant que synthétiser la littérature disponible, et m'appuyant en particulier sur l'ouvrage déjà mentionné de Cribb, j'écrivais en 2001 : « Ce sera à peu près le même schéma partout : encouragements (aux milices) venant des militaires, protection, entraînement et soutien logistique accordé là où le PKI est puissant (Java Centre, Java Est, Sumatra Nord). C'est en particulier l'intervention du corps d'élite des paracommandos, proches de Suharto, qui va faire pencher la balance en faveur des anticommunistes, et leur permettre le massacre sans risque de leurs adversaires. (...) Il n'y a pas lieu d'atténuer les responsabilités d'une armée qui a délibérément poussé à son paroxysme un climat d'hystérie (...) Les chefs militaires ont au minimum laissé faire et encouragé les massacreurs, des semaines durant, quand ils ne le leur ont pas prêté la main, en leur procurant armes légères, moyens de communication,

7. L'éditeur a sans doute poussé à cette évolution, puisque l'ouvrage est publié dans la collection *Palgrave Studies on the History of Genocide*. Mais on retrouve le terme dans l'intitulé de plusieurs autres livres récents sur le sujet.

formation accélérée et, le plus décisif, garantie d'impunité.⁸ *A vaincre sans péril, on triomphe sans gloire...* De manière moins discutable, et à la différence d'autres ouvrages, l'introduction met en valeur la gravité d'une situation économique dont Sukarno était le premier responsable (p. 7), et l'intensité de l'alignement de la politique extérieure sur la Chine, à partir de 1963 (p. 9).

Après un chapitre où Annie Pohlman et Jess Melvin justifient à nouveau le diagnostic de génocide, on passe, si j'ose dire, aux travaux pratiques, avec une autre contribution de cette dernière : « The Road to Genocide : Indonesian Military Planning to Seize State Power Prior to 1 October 1965 » (pp. 51-70). La question est en partie reprise du livre qu'on étudiera plus loin, mais avec quelques éléments originaux sur les prodromes de l'explosion. Ainsi peut-on estimer que plusieurs des mesures adoptées par Sukarno pour mieux contrôler l'armée, probablement à l'instigation du PKI, se retournèrent en fait en faveur des militaires : création d'un nouveau commandement « de front » (*Mandala*) destiné à préparer l'« écrasement » de la Malaysia, et confié (en théorie) à l'allié du PKI, le maréchal de l'Air Omar Dhani ; institution d'une « double commande » (*Dwikora*) destinée à faire s'interpénétrer dans les provinces responsables militaires et civils (ces derniers étant souvent communistes), mais qui facilita en réalité la mise rapide des autorités civiles au service de l'armée, après le 1^{er} octobre (pp. 56-57). Celle-ci, à Sumatra, sous prétexte de préparer la population à se défendre contre une bien improbable invasion malaysienne (!), avait formé et entraîné (*Operasi Singgalang*) de très nombreuses unités paramilitaires au niveau du village. Elles comptaient – sur le papier au moins – la bagatelle de 148 000 hommes dans la seule province d'Aceh, soit le tiers de la population masculine âgée de 15 à 54 ans (pp. 59-60). Tout cela permit au général Mokoginta, commandant en chef du Mandala I (région militaire de Sumatra)⁹, de déclencher dès le 2 octobre l'opération Berdikari, qui avait été conçue en cas d'attaque étrangère, et qui servit à détruire le PKI et ses alliés. Rien ne prouve néanmoins que « The military's seizure of state power and attack against the PKI was pre-planned » (p. 65). Tout au plus peut-on affirmer que Mokoginta, comme Suharto, surent réagir rapidement et, de leur point de vue, opportunément.

Akihisa Matsuno (Osaka) dévoile l'importance peu connue du Mouvement du 30 Septembre à Bali, à partir d'archives judiciaires originales et d'entretiens. Plusieurs dizaines de militaires, presque tous des Javanais, en liaison avec le PKI, tentèrent d'imposer un Conseil de la Révolution provincial, mais furent immédiatement plongés dans le désarroi par l'échec rapide du coup à Jakarta. Les 76 arrestations subséquentes ne donnèrent pas lieu à des tueries

8. Jean-Louis Margolin, « Indonésie 1965: un massacre oublié », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 8 (« L'utilisation politique des massacres »), n° 1, printemps 2001, pp. 59-92.

9. L'autre région à statut spécial de ligne de front (Mandala) était Kalimantan.

avant le mitraillage dans leur cellule de douze mutins, le 29 novembre. A partir du milieu de ce mois, les organisations communistes s'étaient pour la plupart résignées à s'auto-dissoudre, et à transmettre aux autorités la liste de leurs membres. Bien mal leur en prit, car ceux qui s'étaient en quelque sorte rendus furent massacrés à grande échelle à partir du 2 décembre, l'arrivée du RKPAD, le 7, accélérant le processus. Dès le 25, l'armée pouvait annoncer l'élimination de 90% des communistes balinais, les victimes étant en 1967 officiellement évaluées à 50 000 (p. 87).

Toujours à propos du cas balinais, Roro Sawita (association Taman 65) insiste pour sa part sur la dimension sociale d'affrontements trop souvent réduits au politique ou au religieux. On décèle en effet une forte proportionnalité entre intensité des luttes pour la réforme agraire (qui à Bali remettait en cause le partage du fruit des récoltes entre propriétaires et fermiers, davantage que la répartition des terres) et radicalité des massacres. Ces derniers, essentiellement menés par les *tameng* (commandos de tueurs) du PNI localement lié aux propriétaires terriens, ne laissent parfois subsister que des veuves et des enfants dans les villages « rouges ». La tuerie inaugurale, à Tegal Badeng, fit quelque 600 victimes (p. 106). Robbie Peters (Sydney), à propos de Surabaya, développe une approche originale. Se plaçant du point de vue des squatters et autres petites gens des *kampung* urbains, il explique d'abord comment, après 1945, se constitua ce milieu anarchique et dynamique, largement autogéré, et symbolisé par la figure si populaire du clown du *ludruk* (théâtre local). Peters n'idéalise pourtant pas ce système, fondé sur la précarité, la lutte pour la vie (on prend la place de ceux qui ont fui ou sont emprisonnés), la violence comme but en soi, la masculinité envahissante... La Démocratie Dirigée et la montée de l'emprise du PKI constituèrent un premier retour à l'ordre et à la discipline, tout en appuyant les squatters contre les propriétaires immobiliers soutenus par le NU. Mais la grande rupture fut octobre 1965. La terreur fut caractérisée par des décapitations à échelle industrielle, que Peters analyse comme un théâtre du démembrement sociétal, à l'inverse de la cohésion apportée par le *ludruk* : « it was not the act of killing but the bodies it produced that communicated. (...) it was through the pedagogy of broken bodies and the potent embodied spectacle of severed corpses that the anarchic energy of the revolution and the society and bodies it produced was finally destroyed. » (pp. 151-152)

Suivent trois études d'ordre thématique, quoique ancrées géographiquement. Annie Pohlman (Brisbane) relate l'odyssée de deux militantes du Gerwani (organisation féminine du PKI), gestionnaires de crèches, dans les prisons de la dictature militaire. Les hommes de leurs familles ayant pour la plupart été tués ou emprisonnés, elles sont enfermées avec leurs enfants. Les violences sexuelles commises par les gardiens mâles sont constantes et sinistres : déshabillage et parfois viols dans la cellule collective, ou enlèvements au

milieu des cris et des pleurs ; assignations de certaines au service sexuel régulier d'un officier, ou occasionnel d'un visiteur ; absence totale d'intimité, y compris au bain ou aux toilettes ; rapt fréquent des bébés résultant des grossesses en détention. Il s'agit bien, comme le démontre l'auteur, d'esclavage sexuel organisé, ce qui relève du crime contre l'humanité. Abdul Wahid traite un sujet plus mince, moins dramatique et cependant très révélateur : la purge au sein de son université, Gadjah Mada (Yogyakarta). Celle-ci, auto-proclamée « université socialiste d'Indonésie » en 1961, avait été le théâtre de durs affrontements politiques avant octobre 1965, qui avaient fini par conditionner toute la vie universitaire (à commencer par les nominations). Là comme ailleurs, c'est le PKI qui, par son ardeur militante mais aussi son intolérance des contradictoires, tendait à sortir vainqueur. La revanche fut sévère : 115 enseignants et administrateurs exclus (sur 1500), de même que plus d'un millier d'étudiants (sur 16 000). Des salles de détention et de torture fonctionnèrent des mois durant, desservies par des étudiants et enseignants.

Vannessa Hearman (Darwin), enfin, évalue le mouvement de conversion au christianisme de nombreux militants de gauche, mais aussi de Chinois, après 1965. Les effets furent parfois macroscopiques : augmentation de 126% des catholiques de Semarang entre 1964 et 1973 (p. 181). Il fallait certes échapper à l'incrimination potentiellement mortelle d'athéisme, mais pourquoi ce choix, venant de personnes souvent d'origine musulmane, nominalement au moins ? De plus, les églises protestantes avaient souvent été soumises à la vindicte des communistes, du fait de leurs liens avec les Etats-Unis. Un soutien initial à la répression du PKI s'ensuivit naturellement (synode protestant du 1^{er} décembre 1965), mais les autorités catholiques enjoignirent assez rapidement à leurs fidèles de ne pas participer aux violences – consigne qui ne fut pas toujours suivie. Ce qui fut décisif fut l'assistance humanitaire aux détenus (y compris la transmission clandestine de courrier aux familles), ainsi que l'aide à la réinsertion à la sortie de détention. Beaucoup de communistes avaient été enseignants ; définitivement exclus du secteur public, ils purent parfois retravailler dans les écoles privées catholiques. Des orphelinats accueillirent quelques-uns de ceux dont les parents avaient été éliminés. Par contraste, beaucoup d'organisations musulmanes cherchaient, et cherchent toujours, à maintenir les anciens détenus dans la position de suspects discriminés.

On sera plus rapide sur les huit chapitres « mémoriels », malgré leur intérêt : notre sujet, déjà bien assez vaste par lui-même, est la nouvelle historiographie de 1965. Andrew Conroe (Singapour) étudie la trajectoire des *anak korban*, les enfants des victimes. Discriminés légalement par hérédité jusqu'à la chute de Suharto, en 1998, ils souffrent surtout aujourd'hui du rejet qu'une grande partie de la société persiste à leur manifester. Face au silence assez général de leurs parents et familles, ils peuvent cependant accéder aujourd'hui à une connaissance à peu près libre du communisme et des massacres. Mais l'effort



Installation de Dadang Christanto, « Heads from the North », en mémoire des victimes de 1965-1966, dans le Jardin des sculptures de la National Gallery of Australia, Canberra. Avec l'aimable autorisation de l'artiste.

est difficile. Ken Setiawan (Melbourne), fille d'Hersri Setiawan, qui y fut interné¹⁰, examine les sites mémoriels – peu nombreux et modestes – de l'île moluquoise de Buru, où furent déportés, en général pour une décennie, plus d'une dizaine de milliers de communistes. Le moins insignifiant est une « salle des arts », construite par les prisonniers eux-mêmes (mais dont les piliers de bois furent ensuite refaits en béton). Il s'agissait pour l'armée de démontrer le caractère « humanitaire » de la déportation : appel aux femmes et enfants à rejoindre les maris et pères enfermés (seuls 3% obtinrent), formation en 1972 d'un semblant de village pour les familles... En réalité, tous étaient traités en détenus par l'administration. Katharine McGregor évalue l'un des très rares monuments commémorant 1965 – en l'occurrence à la National Gallery de Canberra. Il fut érigé le 1^{er} octobre 2004 par le sculpteur australo-indonésien Dadang Christanto. Il est composé de 66 têtes à demi-immergées dans un marécage, regardant vers le nord – vers leur cruelle patrie, qui acheva en 1966 de les mettre à mort, typiquement en jetant leurs corps (les têtes étant fréquemment séparées) dans l'eau des rivières. Le père de Christanto, d'origine

10. Voir dans ce même numéro l'article de Vanessa Hearman, « Buru Island: Still Much More to Reveal ».

chinoise, fut tué en 1965 à Java, la maison de famille incendiée quelques mois plus tard par les bandes du NU. Mais l'oeuvre se veut hommage à toutes les victimes de persécutions dans le monde.

Marianna Lis (Varsovie) considère la manière de traiter le passé tragique du pays adoptée par le Papermoon Puppet Theatre de Yogyakarta. L'angle est original : il s'agit de l'histoire vraie de Pak Widodo Soewardjo, bloqué en 1965 à Moscou où il faisait ses études, privé de sa nationalité comme des milliers d'autres, et condamné à une longue vie d'errance (à Cuba en particulier). Rentré pour la première fois en Indonésie en 2001, il finit par y retrouver son amour perdu, qu'il avait rencontrée à Paris en 1965, et maintenant grand-mère épanouie. Ce qui est passé est passé. Ana Dragojlovic (Melbourne) démontre l'importance des films de Joshua Oppenheimer (*The Act of Killing*, *The Look of Silence*) dans la prise de conscience d'enfants d'Indonésiens exilés de 1965. La transmission directe dans les familles se fait bien mal (un leitmotiv dans plusieurs des chapitres ou ouvrages considérés ici), comme cela avait déjà été le cas deux décennies plus tôt pour d'autres réfugiés : les citoyens néerlandais (parmi lesquels beaucoup d'Eurasiens) rescapés des camps japonais et des terribles violences du *Bersiap* (1945-46), infligées par de jeunes nationalistes indonésiens plus ou moins gangsterisés. Stephen Miller (Darwin) traite de l'insuffisance criante de la prise de conscience mémorielle dans l'Indonésie de l'après Suharto (un autre leitmotiv), malgré la bonne volonté d'un Abdurrahman Wahid, autour de 2000. Il s'inquiète en particulier de l'influence croissante des groupes anti-communistes, qu'il n'hésite pas à qualifier de néo-fascistes. Pourtant, l'expression s'est beaucoup libérée, on peut lire et discuter les œuvres de Marx et les études sur 1965. La présidence Jokowi est à la croisée des chemins...

Nukila Evanty (Jakarta) et Annie Pohlman insistent elles aussi sur le blocage rapide et durable des considérables avancées du début des années 2000, dont l'apex fut peut-être la loi instituant, en 2004, une commission Vérité et Réconciliation, sur le modèle sud-africain. Cette loi fut annulée en 2006 par la Cour Constitutionnelle, saisie bien maladroitement par une coalition d'ONG scandalisées par la possibilité offerte à la commission d'amnistier des bourreaux, ainsi exemptés de poursuites judiciaires. Comme si souvent dans l'histoire indonésienne, le maximalisme de la Gauche avait renforcé la Droite. Enfin, Sri Lestari Wahyuningroem (Depok) évalue les initiatives locales contournant parfois ce blocage. Dans deux milieux bien différents (Solo au centre de Java, Palu à Sulawesi), le projet « vérité et réconciliation » a pris corps à partir de 2011. On vise la prise de conscience et la réparation (modeste) des souffrances, pas la punition des auteurs de ces souffrances, décédés ou fort âgés désormais. Les choses sont plus aisées au centre de Sulawesi (où l'on dénombra 1200 victimes, dont 800 du travail forcé) qu'à Solo, dans une province où l'on releva une centaine de milliers d'assassinats. Le rôle des

maires (pourtant eux-mêmes au passé trouble d'associés du gangstérisme) est décisif dans cette quête. Mais, à Solo, les organisations anti-communistes et musulmanes extrémistes ont souvent tenté d'enrayer le processus douloureux de la réconciliation. Dans l'épilogue de l'ouvrage, Jemma Purdey (Melbourne) se félicite de l'épanouissement d'une « seconde génération » d'historiens (souvent jeunes, souvent des femmes) de la tragédie de 1965. On ne peut que l'approuver.

Deux Ouvrages (Trop ?) Engagés

L'ouvrage signé par Jess Melvin entend faire date : il se présente comme le premier à être fondé sur des archives de l'armée (relatives à la province d'Aceh), tant originales qu'abondantes (plus de 3 000 pages), trouvées au KITLV (Leyde, Pays-Bas) pour la pièce principale (un journal d'opérations couvrant la période des massacres), et aux Archives publiques de Banda Aceh pour les autres. C'est assurément la grande force et le grand intérêt de l'ouvrage, quoiqu'on puisse s'étonner que l'auteure ait besoin de nous le répéter toutes les quelques pages. Elle prétend, en toute modestie, avoir mis la main « not just (on) a proverbial smoking gun but (on) a 'smoking arsenal' » (p. 22). Elle ajoute : « They fundamentally change what is knowable in terms of both chronology and accountability » (p. 22), présupposant d'ailleurs, sans véritable argumentation, que la situation en Aceh puisse être extrapolée à l'ensemble de l'Indonésie. Mais le tout n'est pas d'exhumer d'importants documents. Encore faut-il savoir les lire. Et c'est là où le bât blesse, gravement.

Melvin fait en effet ce qu'on enseigne à nos étudiants à ne pas faire : aborder des sources avec tant d'idées préconçues qu'on finit par n'y relever que ce qui va dans notre sens, en négligeant tout le reste ; et solliciter à tel point les « évidences » qui arrangent qu'on les interprète parfois à contresens. Les exemples sont malheureusement nombreux. Ainsi, faisant le récit de l'étonnante réunion de l'après-midi du 1^{er} octobre dans le bourg sumatranais de Langsa, où, par hasard, le vice-président du conseil (et leader de l'aile pro-communiste du PNI) Subandrio, le haut responsable communiste Njoto et le général commandant la garnison d'Aceh, Djuarsa, reçurent ensemble les sensationnelles nouvelles de Jakarta, elle voit dans l'attitude de ce dernier (qui annule le meeting populaire prévu ensuite et demande la dispersion des responsables par différentes routes) les premiers signes de la grande offensive préméditée de l'armée contre le PKI. Pourtant, le bon sens le plus élémentaire amène à conclure que, dans ce cas, deux adversaires aussi considérables et dangereux que Subandrio et Njoto auraient au minimum été arrêtés par les troupes de Djuarsa. Elle reproche également à ce dernier d'avoir alors agi « without endorsement from the President » (p. 116) et le présente comme un quasi-mutin. Ce qui est assez comique, sachant que Sukarno était alors théoriquement aux mains du Mouvement insurrectionnel, et que la plupart

des supérieurs de Djuarsa venaient d'être assassinés... En pareil cas, c'est l'inaction qui aurait été coupable.

Toute à son ardeur à démontrer que la prise du pouvoir par l'armée, préméditée, fut immédiate (dès le soir du 1^{er} octobre) et que la chasse aux communistes débuta alors, Melvin lit à sens unique l'appel du 4 octobre des autorités civiles et militaires (*Pantja Tunggal*) d'Aceh. Elle souligne (en caractères gras) le second point : « **It is mandatory for the People to assist in every attempt to completely annihilate the Counter Revolutionary Thirtieth of September Movement along with its Lackeys.** » (p. 126). Elle traduit : il s'agit d' « instructions for civilians to murder other civilians ». Le texte est bien plus flou : les adversaires ciblés ne sont pas désignés clairement, et « annihilate » (on y reviendra) ne signifie pas obligatoirement tuer (des arrestations auraient pu suffire). Surtout, elle néglige complètement le troisième point, qui infléchit pourtant considérablement son interprétation : « **Maintain calm and an environment of orderliness while always building the unity and integrity of National Progressive revolutionary forces that give spirit to NASAKOM, while (...) increasing (...) the Confrontation with Nekolim¹¹ and its lackeys.** » On reste donc en pleine ambiance idéologique sukarnoïste, et les communistes (le KOM de NASAKOM, cette alliance en place depuis 1961 entre nationalisme, religion et communisme) demeurent alors légitimes. De plus le calme et l'ordre évoqués sont peu compatibles avec un appel au pogrom...

Autre incompatibilité avec le « grand récit » proposé : le lendemain, 5 octobre, jour des Forces Armées, le PKI se joignit, drapeau rouge à faucille et marteau en tête, au défilé officiel de Banda Aceh (p. 127). Le même jour, les autorités d'Aceh Timur votèrent une résolution incluant un message de sympathie pour les généraux assassinés et un appel à la condamnation et à la répression de ceux « involved in treachery towards to (*sic*) the Nation and revolution along with its ideology, the Panca Sila. » (p. 153) Le PKI signa comme les autres ! Le vrai tournant eut lieu le 6 octobre : lors de la réunion des huit partis (dont le PKI) composant le *Front Nasional*, il fut demandé au Président d'« immediately disband the PKI and the Mass Organisations that are grouped beneath its banner ». Seuls les représentants communistes votèrent contre cette résolution (p. 130). Le 11 octobre, dans une réunion des diverses autorités du district d'Aceh Barat, un pas supplémentaire est franchi : appel à ce que les complices du Mouvement soient « punished with the Revolutionary Law » (p. 147). A ce moment, effectivement, on peut évoquer un appel au meurtre (et le PKI est nommément désigné), cette « loi révolutionnaire » souvent invoquée par Sukarno (et par le PKI !) étant par nature exorbitante du droit. Où l'on voit à quel point la Démocratie Dirigée avait facilité la tâche des massacreurs de 1965, en faisant disparaître toute notion de contre-pouvoir et d'Etat de Droit.

11. Nekolim : acronyme pour Néo-colonial et impérialiste.

Le 13, relève Melvin, 56 membres du PKI avaient demandé la protection de Djuarsa (p. 171), alors que l'auteur fait de ce dernier le concepteur et grand organisateur, dès le 2 octobre, de leur extermination, le peuple n'agissant que sur ordre et avec l'encadrement des militaires. Ces militants étaient-ils donc si peu capables de percevoir ces réalités ? Cela ne prouverait-il pas plutôt la capacité d'initiative meurtrière des milices liées aux groupes musulmans, ce qui expliquerait aussi l'apparition à Banda Aceh d'affiches anticommunistes grossièrement manuscrites (p. 171) ? La question ne sera pas posée, car elle contrevient aux présupposés de Melvin. C'est en tout cas par de vastes meetings populaires appelant à pendre Aidit et les communistes que les violences débutèrent, le 8 octobre dans la capitale provinciale, les 12-14 octobre ailleurs. Il s'agit encore de meurtres sélectifs, et l'attitude des militaires est ambiguë : on laisse faire, mais certains meetings sont dispersés, et un couvre-feu imposé (qui servait aussi bien à limiter l'action des émeutiers qu'à permettre aux militaires d'arrêter les communistes sans entrave). C'est alors aussi que sont mis en place les regroupements de milices, de jeunes surtout, sous l'appellation de *Front Pembela Pantja Sila* (Front de défense du Pancasila). Ils appellent à la condamnation à mort de tous ceux impliqués dans le Mouvement, et développent un discours incendiaire.

Le 14 octobre, Djuarsa institue un *Ruang Yudha* (traduit par Melvin en « War Room »), et les violences décuplent, touchant parfois des familles entières, enfants compris (pp. 193-195). Néanmoins, même à ce stade, les militaires refusent parfois de remettre aux tueurs des milices des communistes arrêtés ou « protégés » (p. 197). Le 20 octobre, Djuarsa suspend toutes les activités communistes et assimilées, exclut les membres du PKI de toutes les administrations et les assigne à résidence, après enregistrement obligatoire auprès de la police militaire (p. 198). Beaucoup plus tard, à partir du 18 avril 1966, le déchaînement de violences anti-chinoises (pillage et incendie de boutiques, arrestations sauvages, brutalités et meurtres, exigence d'une expulsion immédiate de tous les Chinois non nationaux) indique encore une fois les divergences entre l'armée et les émeutiers (essentiellement des étudiants) assoiffés de sang de la coalition KAMI-KAPPI. L'un de ces derniers est même abattu le 18 à Lhokseumawe, et d'autres sont placés en détention, tandis que le général Mokoginta, commandant en chef à Sumatra, dénonce le « racisme ». L'armée récupère une partie du butin des pillages dans les locaux du KAPPI. A partir du 8 mai, une dizaine de milliers de Chinois (dont des citoyens indonésiens) sont contraints de fuir Aceh pour Medan, en un long convoi que l'escorte militaire protège péniblement contre les attaques. Jusqu'en novembre, 4 000 d'entre eux s'embarquent de Medan pour la Chine, malgré la tentative des KAMI-KAPPI d'empêcher les navires d'accoster (pp. 260-264).

Cette chronologie, au positif, montre la grande richesse documentaire de l'ouvrage. Mais il faut le lire « contre le grain » des pages¹² pour en comprendre le sens : beaucoup d'incertitude les premiers jours chez tous les acteurs ; un rôle complexe de l'armée, qui joue sans cesse à la fois du frein et de l'accélérateur, et non pas seulement de ce dernier comme l'affirme l'auteure ; une *agency* à l'évidence autonome du « peuple anticommuniste », souvent encadré par d'anciens guérilleros du Darul Islam, insurgé au long des années cinquante – même si, bien entendu, rien n'aurait pu être fait sans l'assentiment et le soutien, non seulement de l'armée, mais aussi des autorités et partis non communistes. Les assertions trop univoques ou erronées de Melvin (il y en a bien d'autres) vont toutes dans le même sens : justifier à tout prix l'incrimination centrale de « génocide », en tentant de démontrer à la fois la préméditation et la planification (critère d'intentionnalité) de l'extermination la plus complète possible des communistes (critère d'effectivité), en déniautant toute autonomie véritable aux acteurs civils, afin de ne pas brouiller la désignation du *mastermind*. Secondairement, il est sans doute intolérable à l'auteure, pour des raisons idéologiques, de penser que le Mal puisse aussi résider dans le Peuple – selon elle, celui-ci ne peut mal faire que s'il y est contraint, ou au minimum conditionné par la propagande de l'Etat. Enfin, et même si ce n'est pas vraiment le sujet du livre, compte tenu de la période étudiée, il s'agit de disculper de toute responsabilité dans la montée des tensions un PKI, réduit au rôle de victime, juste un peu imprévoyante et maladroite dans ses réactions.

Geoffrey B. Robinson partage manifestement les mêmes présupposés, quoique insistant moins sur la qualification de génocide. Son livre constitue une synthèse claire et bien informée de la tragédie de 1965, et représente assurément une lecture de choix pour quiconque veut en acquérir une première connaissance. Il est d'autant plus regrettable que ses partis-pris empêchent qu'on puisse le considérer comme un ouvrage suffisamment fiable. De plus, il n'utilise pas de sources nouvelles d'un intérêt comparable à celles révélées par Jess Melvin. De ce point de vue, l'ouvrage sur les massacres à Bali, qui l'a fait connaître, demeure son grand œuvre.¹³

Le livre comprend onze chapitres, clairement organisés. Les trois premiers mettent en place le cadre contextuel et explicatif, l'un d'entre eux revenant longuement sur le 1^{er} octobre et ses suites immédiates. Les quatre suivants se concentrent sur la période des atrocités, et accordent autant d'importance en nombre de pages aux incarcérations qu'aux massacres. C'est là aussi que le rôle des interférences étrangères est examiné. Enfin, les trois derniers

12. Je fais allusion ici à l'ouvrage de cette grande spécialiste des archives coloniales des Indes néerlandaises qu'est Ann Laura Stoler, *Along the Archival Grain. Epistemic Anxieties and Colonial Common Sense*, Princeton, Princeton University Press, 2009.

13. *The Dark Side of Paradise: Political Violence in Bali*, Ithaca, Cornell University Press, 1995

chapters se penchent sur la longue traînée des exactions, sur les plans du droit et de la justice, de la politique et de la mémoire. Le contexte de 1965 est bien posé, tout particulièrement le caractère désastreux de la situation économique, la montée de la corruption et des trafics en tous genres,¹⁴ ainsi que la montée de l'intolérance en politique. Le PKI a là une responsabilité particulièrement lourde, dans la mesure où il constitue la force montante, qui écrase (interdiction du Masjumi et du PSI, à son instigation) ou tend à marginaliser les partis concurrents. Les communistes inspirent les décisions majeures de Sukarno, surtout à partir de 1964 : « Nasakomisation » à tous les niveaux, armée comprise (ce qui ressemble à l'imposition de commissaires politiques du PKI), confiscation sans indemnité des plantations et entreprises anglo-américaines, campagne visant à détruire la Malaysia, retrait de l'ONU (un cas unique dans les annales de l'organisation), appel à la constitution d'un axe Jakarta-Phnom Penh-Hanoi-Pékin-Pyongyang, et finalement constitution d'une « 5ème force » militaire, formée d'ouvriers et de paysans, encadrés par les communistes (p. 49-51). Ni la nasakomisation généralisée, ni la 5ème force n'eurent le temps d'être mises en place, mais cela inquiéta fort l'armée et les mouvements non communistes.

Le chapitre suivant (« Pretext », comme dans le titre de l'ouvrage de John Roosa), convainc beaucoup moins. Robinson présente longuement et assez honnêtement toutes les thèses divergentes sur le sens à donner au Mouvement du 30 Septembre, mais retient en fin de compte à la fois la thèse classique de Wertheim (le PKI serait tombé dans un piège tendu par Suharto et par les services secrets anglo-saxons) et celle plus neuve de Roosa (seul un petit groupe de dirigeants communistes était en contact avec le Mouvement, le PKI par lui-même ne porte aucune responsabilité). L'auteur ne présente à l'appui aucun argument solide, et fait beaucoup de suppositions gratuites, telles que celle-ci, à propos de la conduite du n°1 communiste Aidit : « Was he really so politically careless that he would have risked the party's strongly favorable position on such a gamble ? » (p. 80). On reviendra plus longuement sur ces points dans la dernière partie, mais répondons déjà que, pour Aidit, le pari ne paraissait sans doute pas si osé (les erreurs de calcul sont monnaie courante dans l'histoire) et qu'il y avait chez lui un sentiment d'urgence, du fait de la crise multiforme dans laquelle le pays était en train de plonger, qui pouvait se retourner contre un PKI co-responsable du pouvoir et de ses errements.

Le chapitre consacré au contexte international (« Cold war ») est tout aussi discutabile. En sus des mesures anti-occidentales et déstabilisatrices de l'ordre mondial que nous venons de voir, Sukarno, en peu de temps, rejeta

14. Ainsi Melvin rapporte le mécontentement de nombre d'Achinois au sujet de la rupture des liens commerciaux avec la péninsule malaise toute proche, provoquée par la campagne *Ganyang Malaysia* (Ecrasons la Malaysia), dont le PKI avait été le fer de lance (p. 92).

violemment l'aide américaine, laissa incendier l'ambassade du Royaume-Uni, attaquer les consulats américains de Medan et de Surabaya, reconnut le Nord-Vietnam en rompant avec le Sud, et se lança dans une guerre de basse intensité contre les forces britanniques et australiennes basées en Malaysia. Simultanément, l'aide soviétique devenait massive (elle fournissait en 1965 80% de l'équipement de la Marine, 90% de celui de l'Aviation), puis Jakarta se rapprocha spectaculairement de Pékin, qui promit d'envoyer armes légères et médecins. Face à ces actes d'hostilité manifeste, que peu de pays se permirent jamais à ce degré avec une grande puissance, les USA (qui avaient certes sous Eisenhower, dans les années cinquante, imprudemment soutenu les rébellions du PRRI) firent preuve d'une patience quasi-angélique : soutien de Kennedy à l'annexion de la Nouvelle-Guinée occidentale (néerlandaise) par l'Indonésie en 1962, maintien d'une certaine aide militaire par Johnson en 1964 alors que le Congrès avait voté son interruption, envoi à Jakarta en avril 1965 de l'émissaire présidentiel Ellsworth Bunker pour tenter d'aplanir les différends. A ce propos, les commentaires de Robinson sont renversants : « The mission failed, in large part because Bunker was unable to promise a significant change in US foreign policy. » (p. 90). Ses autres remarques vont dans le même sens : « The actions of the United States and its allies, for example, confirmed Sukarno's worst suspicions about the imperialist objectives of the West. (...) The United States was seen as complicit in the neoimperialist plot because, despite its public claims of neutrality, it clearly took the British and Malaysian side, and insisted on an end to Confrontation as a condition for US aid. » (p. 89). Il met sur le même plan, celui des ingérences occidentales, les bombardements sur le Nord-Vietnam et « the British creation of Malaysia in 1963 » (p. 116) Bref, toutes les provocations contre les Etats-Unis et le Royaume-Uni sont par nature légitimes, et toutes les réactions de ceux-ci d'intolérables agressions.

Ce discours suranné de Guerre Froide (côté communiste) étonne chez un universitaire de 2018. Peut-on simplement rappeler que, pour défier à ce point des grandes puissances, il faut soit être très inconscient, soit disposer de moyens considérables ? Car la riposte est inévitable, et l'on doit être prêt à y faire face. Somme toute (peut-être par manque de temps avant le 1^{er} octobre...) celle de Washington fut très modérée. Mais que les Américains aient entamé ce que Robinson dénomme pompeusement une « psywar » (p. 106) contre Sukarno et le PKI, qu'ils aient aspiré à un changement de régime, puisque le changement de politique se faisait impossible, qu'ils aient tenu à garder le contact autant que faire se pouvait avec quelques-uns des 2 800 officiers qu'ils avaient formés ou entraînés entre 1950 et 1965 (p. 98), quoi d'étonnant, et quoi de scandaleux, sauf à regarder le monde de manière totalement unilatérale ? Et en tout cas, quoique l'auteur en dise, rien de tout cela ne prouve une participation quelconque des Occidentaux aux événements du 1er octobre. Par contre, on

verra ci-dessous qu'il est prouvé que la Chine y prit part, Robinson fournissant d'ailleurs, à son corps défendant, des informations décisives en ce sens. Il est donc incompréhensible (ou trop compréhensible...) que sa conclusion soit la suivante : « Although China and to a lesser extent the USSR played some role, the most consequential and fully documented interventions by far were those pursued by the United States. » (p. 92)

Le chapitre sur les massacres (« Mass Killing ») est mieux venu. Les divers modes de mise à mort, le jeu des divers acteurs, les variations régionales, l'atmosphère d'hystérie idéologique et complotiste, tout ceci est bien rendu. Mais, après les trois recensions qui précèdent, il n'y a pas grand-chose de neuf à ajouter. On contestera quand même, à leur lumière, l'assertion quelque peu lénifiante qui suit : « It is certainly true that the majority of killings were committed by Muslims (...). The more important point is that adherents of all major religions – notably Catholics, Protestants, and Hindus – joined in the killing, and deployed religious symbols and authority to incite or justify the violence » (p. 132). Nous avons vu (et nous reverrons) que c'était en large partie faux : les chrétiens ne prirent part qu'avec réticences aux violences ; à Bali, dans la partie occidentale, les musulmans d'Ansor tinrent le couteau, et dans l'est plus exclusivement hindou, ce furent les laïcs du PNI. Seuls l'islam militant et une grande partie de son clergé se lancèrent dans une extermination qui dépassa souvent les attentes des militaires.

Le chapitre traitant du rôle de l'armée montre que celle-ci, face aux massacres, était loin d'être unifiée. Ainsi, à Java-Ouest, le général Adjie, commandant régional, procéda à des arrestations de masse, mais habituellement non suivies de meurtres. Fidèle de Sukarno, il craignait aussi de remettre en selle les djihadistes du Darul Islam, péniblement maîtrisés quelques années plus tôt. A Flores, il fallut attendre le déplacement du lieutenant-colonel Soetarmadji, en février 1966, pour que les violences meurtrières se déchaînent. Et on a évoqué le cas de Bali, où les autorités civiles autant que militaires étaient pro-communistes jusque début décembre. Cela prouve à la fois, *a contrario*, que l'armée fut partout le facteur déterminant des tueries, mais aussi qu'il serait très difficile de déceler à la tête des forces armées un plan préconçu de prise du pouvoir et d'élimination physique des communistes. Quant aux rapports entre militaires et miliciens, ils sont présentés de manière nuancée et globalement convaincante. Les premiers fournissaient des objectifs aux seconds, souvent des listes d'arrestation. Ils opéraient fréquemment (mais pas toujours) en soutien des milices, en cas de résistance des communistes. Puis les militaires triaient sommairement les détenus (catégorie A : à exécuter ; catégorie B : à emprisonner ; catégorie C : à relâcher, sous surveillance), et livraient à la foule enragée ceux promis à la mort (quand ils ne les tuaient pas eux-mêmes). Il arriva aussi, plus souvent qu'à son tour, que *tous* les interpellés soient massacrés, parfois dès leur capture. L'évolution de la recherche infirme en

tout cas l'idée d'une armée à la remorque des émeutiers, et cherchant toujours à les modérer (cf. en particulier p. 160).

On retrouve dans le chapitre 7, consacré aux réactions et manigances des Occidentaux après le 1^{er} octobre, les partis-pris précédemment décryptés. Robinson cite un rapport de la CIA du 7 octobre : « The US Embassy comments that there is danger the Army may settle for action against those directly involved in the murder of the Generals and permit Sukarno to get much of his power back. » (p. 179). Et il le commente ainsi : « In other words, embassy officials favored broad, arbitrary attacks against PKI members rather than targeted police action against those who might actually have been guilty of a crime. » On est ici en plein faux sens. Le texte est pourtant suffisamment limpide : ce que la CIA craint, ce n'est pas que l'armée s'arrête aux portes du massacre, mais qu'elle épargne Sukarno. Car lui dénier la capacité à se maintenir au pouvoir (ou au minimum celle de l'exercer sans partage), pour les raisons indiquées précédemment, est devenu le premier objectif des Américains et plus encore des Britanniques, plus directement engagés sur le terrain militaire. Quitte à choisir entre détruire le PKI et renverser Sukarno, il me paraît certain qu'ils auraient préféré la seconde option – qui aurait d'ailleurs, à leur sens, entraîné un très fort recul de l'influence des communistes. Aucune dépêche d'ambassade ou des services secrets citée ne mentionne un enthousiasme particulier pour le grand massacre des communistes, même si ce dernier est accueilli froidement, sans indignation, et comme une bonne nouvelle dans la mesure où il s'apaise définitivement le régime de Sukarno, tout en impliquant au minimum une neutralisation de l'Indonésie, considérée comme essentielle à l'heure où la Guerre Froide devient très chaude en Asie du Sud-Est. Où, dans le vaste monde, d'ailleurs, les Occidentaux ont-ils préconisé ou contribué à un massacre généralisé de militants de gauche non armés ? Leur but était de contenir l'expansion du communisme, non de détruire les individus qui s'en réclamaient.

Robinson est à la peine quand il tente de fournir les preuves matérielles d'une aide occidentale directe aux militaires. On a droit à la sempiternelle liste de cinq mille noms de communistes à éliminer que les Américains auraient fournie à l'armée (p. 203) – comme si les anticommunistes locaux pouvaient ignorer la composition d'un PKI légal, et très actif en terrain public. Il évoque l'envoi de riz à la mi-octobre, *via* la Thaïlande et le Japon, pour en faire baisser le prix et rendre les militaires populaires, mais les détails manquent (p. 199), ainsi qu'un *possible* financement de groupes anticommunistes militants (p. 204). Tout ceci ne devait pas être bien considérable, ni bien effectif, puisque, le 2 novembre, le Département d'Etat, pour armer les Indonésiens qu'il entend soutenir, en est réduit à compter sur les... Soviétiques : « We have already commented on possible need for small arms in another message. It is conceivable that Soviets might supply such items, even while Army is

attacking PKI, if Moscow believes this is best way to keep Chicoms¹⁵ out » (p. 201).

On ne peut donc que se montrer très sceptique devant la conclusion du chapitre : « (the US and UK) helped to ensure that the campaign against the Left would continue unabated and its victims would ultimately number in the hundreds of thousands. » (p. 207) Les quatre derniers chapitres portent sur les incarcérations, les sanctions au long cours (comme celles qui frappaient les détenus libérés, exclus du secteur public et peu à même de bénéficier d'un prêt bancaire), et les tentatives de faire émerger la vérité sur les massacres, que ce soit par des actions en justice, par le lobbying politique, les initiatives internationales ou la culture. Du bel et du bon, dans l'ensemble, mais ce sont des sujets déjà largement abordés ici, et qui le seront encore. On terminera en mentionnant les trois spécificités que Robinson distingue dans les massacres d'Indonésie : absence de base ethnique ou religieuse, mais motivation avant tout politique ; absence d'un contexte de guerre ; absence de toute utopie chez les bourreaux (p. 298). Cela suffit à en faire un cas probablement unique.

Humiliés, Offensés, Pourchassés, Assassinés

Le livre de Vanessa Hearman est à mi-chemin de l'étude de cas (Java-Est, et plus spécialement le Blitar-Sud) et du recueil de témoignages, recueillis oralement. On suit 24 communistes ou sympathisants qui tentèrent de survivre dans le maelström sanglant qui frappa Java-Est, où périrent sans doute 40% de la totalité des massacrés du pays (200 000, pour 22 millions d'habitants alors). Neuf auteurs de violences anticommunistes sont également interrogés. Hearman utilise en outre 34 entretiens enregistrés par l'Institut d'histoire sociale de Jakarta.

L'ouvrage témoigne de la complexité de la situation à Java au long des trois premières semaines d'octobre. SOBSI (les syndicats communistes) tente une contre-attaque après l'échec du 1^{er}, et des entreprises sont saisies par leurs ouvriers, qui élisent de nouveaux directeurs. Mais rapidement, plus aucune directive ne leur parvient, et l'armée commence à les enlever sur le chemin du travail (p. 74). Le PKI hésite à plonger dans la clandestinité, mais ses Jeunesses (*Pemuda Rakyat*) le font rapidement (p. 75). Comme à Aceh, les tueries à une certaine échelle commencent le 13, mais une vague d'attaques de boutiques chinoises avait déjà eu lieu. Et le NU – en coordination avec certains bataillons de l'armée, mais pas tous – joue d'emblée un rôle moteur, réactivant en particulier le traumatisme laissé en 1948 par la tentative insurrectionnelle du PKI à Madiun. Un *kiai* déclare que le sang communiste est *halal* (p. 78), ce qui fait penser à la consommation du sang de leurs victimes révélée par certains bourreaux dans les films d'Oppenheimer. On prétend également un

15. Chinese communists.

peu partout que le PKI a préparé des listes d'assassinats, que les fosses sont déjà creusées, que des commandos sont prêts à incendier les villes rétives... Un système complexe d'échange de tueurs est mis en place, afin que leurs victimes leur soient le plus possible étrangères (p. 92). Les premières semaines, les corps sont laissés sur place, au regard de tous, ou jetés à la rivière, pour terroriser l'entourage et signifier que les communistes sont hors de l'humanité. Les mutilations sont monnaie courante : on pend ainsi des colliers de pénis autour des lupanars de Kediri, ce qui détourne les clients (p. 99).

Fort peu de cas de résistance ou même de fuite sont relevés. La principale difficulté, pour des tueurs contents d'eux et sans remords, semble avoir été « l'invulnérabilité » d'origine magique de certains communistes, qui rend leur meurtre long et complexe (p. 106). A peu près en même temps qu'à Aceh, le 22 octobre, le PKI et ses dix organisations de masse sont « suspendus » dans la région, et leurs adhérents contraints de pointer deux fois par jour à la police. Les fonctionnaires communistes sont révoqués, de même que huit régents (*bupati*) et maires de grandes villes, dont Surabaya. Les entreprises occupées sont reconquises, par l'armée ou par les syndicats du NU (p. 83). Le système de surveillance mutuelle introduit par les Japonais en 1942 (*tonarigumi*) est réactivé (p. 92).¹⁶

Mais ce qui marque vraiment la période, c'est d'abord l'errance, la fuite éperdue vers un très relatif havre de sécurité, et les échecs successifs subis, souvent conclus par une arrestation, par dénonciation ou au gré des contrôles routiers sur les bus. Surabaya est souvent le premier refuge, car c'est dans les bourgades et les villages que les tueries sont les pires. Le PKI avait obtenu 41,8% des voix dans le grand port en 1955 ; il contrôle la municipalité, comme celles de bien d'autres villes de la région. Malgré l'intensité croissante de la répression, l'organisation continue tant bien que mal à fonctionner dans la clandestinité, fournissant cachettes, nourriture et faux papiers aux cadres en danger. L'expérience est douloureuse pour ceux-ci, car la situation impose généralement la séparation d'avec la famille, parfois pour de nombreuses années, ou pour toujours. Et, quand fin novembre le nouveau maire par intérim, Sukotjo (un militaire) remplace presque tous les représentants élus de la population par des hommes de l'armée, l'atmosphère devient progressivement irrespirable. Il y a heureusement des rivalités entre militaires : un cadre du PKI se cache plusieurs mois dans un immeuble de la Marine (p. 122). Mais la situation s'aggrave encore quand un très proche de Suharto, le général Jasin, remplace en avril 1967 l'ancien sukarnoïste Sumitro à la tête de la division Brawijaya, qui est purgée, au prix de centaines de désertions, parfois

16. Cela, additionné au rôle politico-militaire et à la brutalité de l'armée (notés par Robinson comme reliquats de l'Occupation), et même à l'utilisation de sabres de samourai pour les décapitations, devrait inciter à s'interroger davantage sur les origines japonaises des atrocités de 1965.

avec armes et bagages, parfois au profit des communistes. Et les milices des diverses bourgades de la région sont invitées à affluer à Surabaya, afin d'aider à y repérer les fuyards. Il faut fuir, fuir encore...

Les arrestations s'étalent sur de nombreux mois, et même sur des années (on peut ne commencer qu'en 1969 une détention d'une décennie). Elles sont souvent arbitraires, et l'on peut être arrêté de nouveau pour le même « délit », après une première incarcération. Dans les prisons régulières ou dans d'innombrables bâtiments réquisitionnés, l'entassement et le manque de nourriture rendent la détention très pénible, et rapidement meurtrière, quoique à partir de 1967 les colis alimentaires des familles soient réceptionnés. Les geôliers, corrompus et prévaricateurs, font souvent payer les familles pour ce service – et se servent au passage dans les colis. On en vient parfois à cacher les décès dans les cellules, pour continuer un moment à recevoir leurs rations. Les écoles chinoises, fermées de force, deviennent des prisons annexes (p. 89). On n'est guère alors « relâché » (nuitamment en général) que pour être exécuté, sans que famille et entourage ne soient prévenus (p. 91).

Le dernier refuge des militants et dirigeants communistes encore vivants et libres, à partir de février 1967, fut le district isolé et misérable du Blitar-Sud, face à la côte sauvage de l'océan Indien. On espéra encore y faire survivre et renaître le PKI, sous la forme d'une « base rouge » de type maoïste, d'où un jour se relancer à l'assaut du pouvoir. L'explosion de la Révolution Culturelle en Chine (été 1966) et l'extension constante de la guerre au Vietnam participaient aussi à cet espoir nouveau. Ce fut en réalité un piège, et – à ce jour – le chant du cygne du communisme indonésien.

Le choix du Blitar-Sud s'imposa du fait de la très forte implantation qu'y avait depuis longtemps le PKI, et de la quasi-absence de purge après octobre 1965. L'administration et l'armée y étaient peu présentes. Les villageois semblent avoir bien accueilli ces militants modestes, qui vivaient avec eux et comme eux, ainsi que les conseillers agronomiques et techniques dans leurs rangs, qui améliorèrent un peu leur quotidien. Suite à quelques liquidations malencontreuses d'assassins de communistes hors de la zone, l'existence de la base fut révélée, tant au NU (qui déploya une dizaine de milliers de miliciens) qu'à l'armée, qui envoya six bataillons (5 000 hommes) et encadra de près les premiers. Ce fut l'opération Trisula, lancée le 31 mai 1968. L'administration civile et les chefs de village furent remplacés par des militaires. Dès le départ, les communistes en furent réduits à se cacher dans des forêts et des grottes, dont l'une fut traitée au lance-flammes (p. 159). Et rapidement, une grande partie des cadres furent tués ou capturés, et parfois retournés. La base s'écroulait, en quelques semaines, et l'opération s'acheva le 7 septembre. Le triomphe avait été aisé : seuls 34 armes à feu furent récupérées, alors que 2 000 communistes (ou supposés tels) avaient été tués, les pertes de l'autre côté étant faibles (7 militaires et 26 civils tués). A la différence de 1965, la plupart des cadres

capturés ne furent pas ensuite assassinés, mais passèrent en procès, parfois de nombreuses années après (certains furent condamnés à mort).

Dans une manière de *remake* des pires travers de 1965, l'armée et ses soutiens traitèrent avec une brutalité démesurée les villageois, accusés globalement d'être gangrenés de communisme. Douze camps de regroupement furent mis en place, où les cris des torturés étaient retransmis par haut-parleur (p. 173). Les fugitifs étaient souvent abattus. Beaucoup d'hommes furent contraints de participer aux opérations militaires, soit comme gardes statiques, soit comme fossoyeurs, soit même comme exécuteurs, à la barre de fer (p. 175). Certains villageois furent déportés à Buru. Les hommes, dans certaines localités, avaient à ce point disparu que l'auteure peut évoquer des « villages de veuves » (p. 178). Beaucoup furent battues, dénudées pour mettre en évidence la « marque des Gerwani » – tout comme en notre XVII^e siècle on scrutait la « marque du Diable » chez les prétendues sorcières. En l'absence de parents mâles capables de les protéger, ces femmes devenaient un gibier pour les militaires : viols, prostitution forcée, en recourant au chantage sur les frères ou les enfants (p. 178-181). Les centaines d'orphelins furent souvent enlevés à leurs oncles ou grands-parents, et placés dans des orphelinats hors de la zone (pp. 187-188). On déracina une partie des ruraux en les envoyant dans des nouveaux villages plus aisés à contrôler. Et, pour regagner les âmes, des dizaines de lieux de culte musulmans furent bâtis ou restaurés. Dans les années 2000 encore, la zone était placée sous surveillance étroite par l'armée. Et la mémoire des exactions reste totalement enfouie. On ne peut que remercier Vanessa Hearman de l'avoir en partie remise au jour. Cette enquête minutieuse sur le Blitar-Sud, sans précédent ni équivalent, est le point le plus fort de ce livre poignant.

L'ouvrage de Soe Tjen Marching, à la différence de celui qui précède, revendique dès son sous-titre le terme de « génocide ». Dans les deux cas, les auteures ne fournissent guère d'explication à leur choix en matière de terminologie. Quant aux contenus, ils sont assez différents : Soe¹⁷, la longue introduction historique passée, juxtapose dix-neuf témoignages à la première personne, alors qu'Hearman les intégrait dans un récit pour l'essentiel chronologique. Le plan est, là encore, fondé sur une chronologie, mais c'est celle de l'éloignement par rapport à l'événement. En effet, les deux premières parties regroupent cinq longs récits d'acteurs (et victimes) de la répression du 1^{er} octobre. La troisième fait intervenir deux frères d'assassinés, tandis que la quatrième interroge des enfants de communistes (parmi lesquels l'auteure elle-même). La cinquième, assez brève, donne la parole à des petits-enfants. La visée du livre est par conséquent autant mémorielle qu'historique. C'est ce qui fait aussi son intérêt.

17. Soe est son nom de famille, placé à la manière chinoise. Son prénom, Marching, évoque la Longue Marche de l'Armée Rouge chinoise (1934-1935).

Soe, qui sait de quoi elle parle, souligne à quel point la peur fut internalisée par les familles des disparus de 65. Ces vaincus ne commencèrent à pouvoir timidement relever la tête que plus de trois décennies plus tard, après 1998. Entre temps, on avait résolu de ne pas parler, même en privé, d'éviter autant que possible la vie publique, et de surtout ne pas faire de politique ; dans la communauté chinoise, qui se sait bouc émissaire désigné d'avance en cas de crise, ces interdictions ont davantage encore eu force de loi.

Les témoignages des acteurs fournissent énormément d'indications originales. Leo Mulyono relate un épisode de racisme anti-chinois : au moment de Noël, en détention, les gardes font se battre des Chinois par paires ; celui qui ne porte pas de coups assez violents est tabassé, et dans un cas jeté sur une clôture barbelée (pp. 44-45). Certains Chinois, par la suite, tenteront d'apparaître le plus javanais possible... L'affamement volontaire est tel qu'on attend avec impatience la mort de compagnons de détention, car les gardes fournissent alors une noix de coco pour les libations sur la tombe ; on peut ensuite se partager la chair de la noix. Certaines prisons peuvent être moins rudes. Ainsi, à Ambarawa, hommes et femmes peuvent se voir et communiquer par signes, et des idylles naissent. Deux tailleurs peuvent exercer leur métier, et se fournir en tissus à l'extérieur. Un *dalang*¹⁸ sans matériel anime les soirées en faisant de sa bouche un orchestre entier. Et d'assez nombreuses libérations ont lieu en 1968, appréhendées au départ par les détenus, car ils se demandaient si l'on n'allait pas en réalité les tuer, comme en 1965. Mais certains libérés revinrent voir leurs compagnons d'infortune, désormais soulagés (pp. 48-49). Oei Hiem Hwie, davantage sukarnoïste que communiste, fut néanmoins retenu 13 ans en prison, puis à Buru. A son retour, il partit pour Surabaya et y fonda une petite bibliothèque publique (p. 67). Antonius Pudji Rahardjo fut d'abord détenu à Surabaya dans le local confisqué à un syndicat ouvrier. On y torture, et il est contraint de signer sa déclaration sans avoir le droit de la lire. Dans la grande prison de Kalisosok, on en est réduit à manger lézards et sauterelles.

Les femmes apportent parfois un supplément alimentaire, mais à leurs risques et périls : un gardien, pour parvenir à ses fins, fait torturer le mari d'une épouse à son goût – c'est à peu près le synopsis de l'opéra *Tosca*. Un autre, rentrant chez lui après son élargissement, doit constater que sa femme a épousé le soldat qui l'avait arrêté et battu ; il le tue, et est renvoyé en prison... (pp. 72-73) Un commandant, à Buru, prend pour concubine la conjointe d'un détenu ; un autre détenu, pris comme domestique par l'officier, court lui signifier de s'éloigner quand ce dernier veut voir sa femme, dûment rémunérée (p. 74-76). Au début des années soixante-dix, la nouvelle de la venue d'une délégation de la Croix Rouge internationale entraîne de spectaculaires améliorations : livres dans la bibliothèque, produits dans les boutiques, construction d'une nouvelle clinique. Mais, ensuite, tout revient à l'état antérieur, et la clinique reste vide (p. 78)...

18. Marionnettiste du théâtre d'ombres.

Des témoignages de frères de victimes, on retiendra l'intervention d'Adi Rukun, personnage principal de *The Look of Silence*, le second film d'Oppenheimer. On apprend ainsi que de nombreux villageois prirent part à la mise à mort de son frère aîné (chef local du BTI, l'organisation paysanne du PKI), et pas seulement les tueurs du *Komando Aksi* comme le dit le film: « They gathered around, as if watching an animal in a circus, and started laughing and ridiculing him. Some even threw stones at him. » (p. 115) – et ce alors que, laissé pour mort, il essaye péniblement de ramper et demande de l'aide. Omission significative d'Oppenheimer ? Ce dernier ne dit pas non plus qu'Adi se réclame du communisme, tout en étant secrétaire de sa mosquée de quartier à Medan. La victimisation de la famille ne s'arrêta pas au frère : sa sœur de 14 ans eut le crâne tondu, et son père subit des extorsions d'argent répétées de la part du chef de village. Étrangement, la tombe du frère massacré (mais après avoir deux fois survécu à ses bourreaux) est devenue un lieu de pèlerinage mineur, des pouvoirs surnaturels d'invulnérabilité lui étant attribués.

La mémoire des enfants et petits-enfants évoque bien entendu davantage l'après-65 que l'« *annus horribilis* », telle que la dénomme l'un d'entre eux (p. 128). On saisit à quel point la vie fut difficile pour la descendance des ET (*Eks Tapol*, ex-prisonniers politiques), dont la mention figurait sur les papiers d'identité. L'un d'entre eux fut licencié de la télévision nationale en 1989, quand on découvrit sa « mauvaise origine » (pour reprendre la terminologie de la Chine de Mao). Et, en 1996, il fut arrêté et questionné six jours durant pour s'être rendu aux obsèques d'un vieux communiste (p. 125). Le témoignage de la fille du dirigeant communiste Njoto (exécuté sans jugement, dans des circonstances toujours inconnues) est particulièrement intéressant. Quoique vivant en famille, elle n'apprit l'identité de son père que dans les années quatre-vingt. Exclue de l'enseignement pour cette raison, elle s'est consacrée aux ONG (y compris dans les secours aux victimes du tsunami de 2004) et à la difficile réhabilitation des victimes de 1965. L'ostracisation par les autres villageois, même dans un village « rouge » de Bali, fit fuir un autre témoin ; les membres rescapés de sa famille souffrirent après les massacres de maladies chroniques, et plusieurs moururent prématurément. Comme les meurtriers relevaient localement du PNI, son village se mit à soutenir le Golkar, pourtant le parti de la dictature suhartiste (pp. 144-146).

On découvre que les prisons de Java, les mieux connues, n'étaient sans doute pas les pires : à Sumatra, on entasse à tel point les détenus qu'ils se piétinent à mort ; et les privations de nourriture (de surcroît souvent pourrie) autant que d'eau potable entraînent une mortalité terrible ; on peut rester cinq mois dans des cellules sans lumière, avant d'obtenir le droit à la promenade (pp. 159-160). Sari Marlina (une contraction de Marx-Lénine), devenue athée, doit cependant aujourd'hui porter le jilbab pour éviter les ennuis (p. 162).

Les errances sont souvent cahotiques : la famille de la mère de Rito Aji avait pris part aux tueries, le père, communiste, devint plus tard catholique (le cas est courant) ; lui-même, victime de vexations incessantes et de coups comme « enfant de PKI » par les gamins de son quartier, fuit pour vivre avec les enfants des rues (eux ne le discriminent pas), vend des résultats d'examen (il se montre excellent élève) et, ne pouvant entrer dans la fonction publique, réussit comme proxénète. Quand Suharto « dégage » en 1998, il préparait un attentat à la bombe contre lui.

Quant à l'auteure, sa famille, chinoise et progressiste (mais officiellement non communiste), eut comme tant d'autres à souffrir. Son grand-oncle avait été assassiné en 1947 à Blitar, au cours d'une émeute raciale. Sa mère, enseignante, perd son poste en avril 1966 (toutes les écoles chinoises sont alors fermées, du jour au lendemain). A son dernier cours, elle fait étudier « La dernière classe » d'Alphonse Daudet¹⁹. On cache pendant des mois à la maison un ami communiste, qui devient ensuite activiste catholique pour dissimuler son identité. Le père est arrêté fin 1966, puis relâché sans plus de raison en 1969 (et ré-enfermé six mois peu après). Impécunieuse, la mère ouvre un commerce de douceurs, où l'on afflue, mais beaucoup de ses clients sont ensuite emprisonnés ou tués. Le père, sans doute très mal traité en prison (son corps en porte d'affreuses traces), a en partie perdu la raison : il s'amuse à torturer des rats, et parfois des chiens. Il y avait beaucoup de secrets et de silences dans cette famille : ce n'est qu'en 2013 que sa mère lui avouera que son père était en réalité membre de la direction du PKI à Surabaya.²⁰ Le cas de Haidir Svj est unique : son grand-père fut l'un des rares libérés de Buru (en 1976) à décider de rester et faire souche sur l'île. Le petit-fils est heureux et fier d'y être né et d'y vivre (d'où son étrange patronyme : Svj, pour Savanajaya, le village des familles regroupées après 1972). Il se plaint surtout de la faiblesse des infrastructures scolaires, et milite avec d'autres de sa génération pour la mémoire de l'île-camp. Mais la plupart des grands-pères évoqués furent assassinés, dans la plus grande des brutalités. Ainsi Diah Wahyuningsih Rahayu (Sumatra-Nord) n'apprit qu'après la chute de Suharto le sort du sien, dont on avait tranché les oreilles dans sa chambre pour lui faire avouer son appartenance au PKI (il était du PNI), avant de l'emmener à la mort. Elle avait remarqué auparavant les étranges rites funéraires menés dans cette pièce, transformée grâce aux oreilles (enterrées là) en tombe de substitution (p. 202).

19. Le thème en est l'annexion de l'Alsace-Moselle par l'Allemagne après la défaite française de 1871. Les instituteurs francophones doivent renoncer à l'enseignement. La nouvelle, très lue en France, a fait pleurer des générations d'écoliers.

20. L'auteure ne le dit pas, mais cela pourrait expliquer et l'afflux dans la boutique maternelle (qui reçoit alors une aide matérielle inexplicquée) et les arrestations subséquentes : elle pouvait avoir une place dans les réseaux communistes clandestins, dont on a vu l'activité à Surabaya.

Témoins et Bourreaux

L'ouvrage de Baskara T. Wardaya est l'un des deux de notre liste à être traduit de l'indonésien. Cela explique, selon la traductrice, une certaine prudence de ton, la volonté de se distancier des divers acteurs, et l'utilisation du mot « tragédie » de préférence à massacres dans la version originale. Cela, dirons-nous, n'en rend que plus accablantes les atrocités évoquées, page après page. On a là l'avantage de percevoir l'état du débat en Indonésie, et la manière tortueuse mais, espérons-le, inexorable par laquelle la vérité se fait jour. De ce point de vue, que la parole soit très largement donnée à des « témoins », classés par religion, et pour plusieurs d'entre eux plutôt sympathisants des bourreaux, fait mieux comprendre le poids des résistances, non seulement à l'établissement des faits, mais aussi à la réconciliation. Que l'auteur soit un Jésuite n'est évidemment pas étranger à ses préoccupations, et sa condition de religieux le protège un peu des foudres des anticommunistes acharnés. Cela introduit aussi un biais, certes secondaire : la conversion au christianisme presque systématique des victimes interrogées, qui ne fut bien entendu point si généralisée. Le plan est simple : des témoignages répartis en deux grandes parties (la première : les témoins des violences ; la seconde : les victimes), suivies d'une étude monographique sur l'attitude des catholiques dans l'archidiocèse de Semarang (qui comprend Yogyakarta) lors des « événements ».

On apprend beaucoup à la lecture de ces pages. D'une certaine façon, la polyphonie assumée (tueurs cependant exclus) des voix ici retransmises en fait le recueil le plus complet sur la période (plusieurs témoignages débutent bien avant 1965). Ainsi, un témoin, retraité de l'armée, souligne que l'armée indonésienne, d'origine révolutionnaire, a toujours eu des ambitions et un rôle autant politiques que militaires. Les relations patron/client (que l'auteur dénomme *bapakism*), très pesantes, donnent lieu à un sentiment de trahison inacceptable en cas d'infidélité – ce qui aurait suscité l'énergie cruellement vengeresse de Suharto face à l'attitude de son ex-subordonné Untung, chef nominal du Mouvement. Plus globalement, on est surpris des explications presque exclusivement psychologiques données au comportement des uns et des autres, et même aux inflexions majeures de 1965-66. Les vieilles hiérarchies comptent par ailleurs beaucoup : pour notre témoin, Omar Dhani ne *pouvait* pas être communiste, puisqu'il était de famille aristocratique, et qui plus est de belle prestance... De la gigantesque répression, le témoin regrette surtout que de bons musulmans en aient souffert, parce que leur employeur était communiste, et donc visé. Il rejette pour finir le principe de la « double fonction » (*dwifungsi*) de l'armée, la période révolutionnaire étant révolue.

Le récit d'un pilier de la Muhammadiyah de la région de Yogyakarta confirme la radicalité de la rupture du 1^{er} octobre. Jusque-là, les frictions entre jeunes, communistes et musulmans, étaient fréquentes, mais avec très peu de

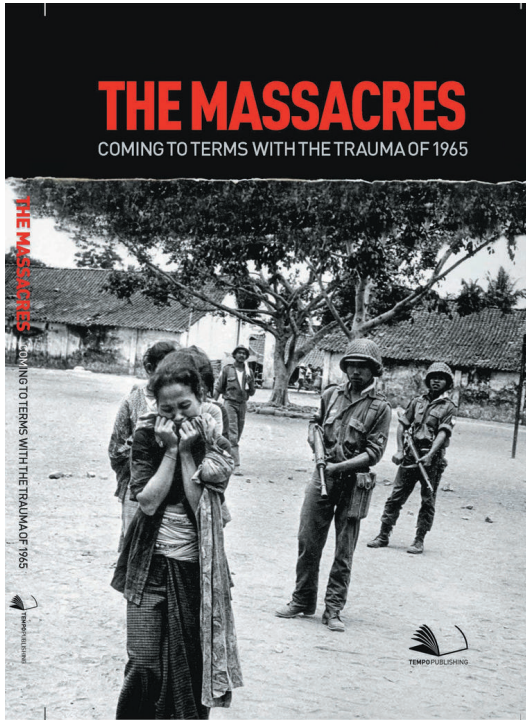
violences physiques. Dès l'annonce du Mouvement, par contre, on commence, côté musulman, à dresser des listes de communistes à neutraliser. Ce que dit une militante catholique est également significatif. Entraînée par la direction du parti de sa communauté (qu'elle s'imagine en harmonie avec l'Eglise elle-même), elle participe aux mouvements étudiants réclamant l'interdiction du PKI (elle considère aujourd'hui avoir été manipulée). Dans les jours suivant le 1^{er} octobre, elle avait elle-même dû se cacher d'inquiétantes visites à domicile de commandos du Pemuda Rakyat. Mais elle estime rapidement que la répression va trop loin, en particulier quand elle s'attaque à des organisations de bienfaisance, essentielles en une période où tous ne mangent pas à leur faim : « The arrest of my neighbourhood friends who had joined Gerwani really disturbed me. Two women who were active Gerwani members and had worked with me in the Kampung Cooperative were also arrested. I was extremely angry and could not accept this. So I emboldened myself to defend them, even though I then had to become the target of the officers at the Military Police headquarters in Yogyakarta. » Elle sera interrogée deux jours durant. Elle dénonce aussi l'accaparement de terres de leurs victimes par les militaires, ainsi que le démantèlement durable des associations de femmes. Elle adhérera plus tard à la théologie de la libération, et aux forums sociaux mondiaux.

Passons aux victimes survivantes. La plus âgée (née en 1926) est un activiste qui s'illustra dans tous les combats militaires puis politiques à partir de la guerre d'Indépendance, et, quoique hostile au départ au PKI, finit par faire fusionner son organisation paysanne (SAKTI) avec le BTI communiste, dont il devint le secrétaire-général. Cela ne l'empêcha pas de se retrouver complètement isolé des dignitaires du PKI dès le 1^{er} octobre (dont il dit n'avoir pas été informé à l'avance). En fuite, il fut arrêté fin 1965. Il semble avoir été livré par un cadre communiste, qui participera à ses interrogatoires, et se montrera « even crueller than the police ». Plusieurs autres témoins évoquent ces militants de gauche retournés, qui, pour sauver leur peau, participent aux atrocités contre leurs camarades, et semblent parfois s'être pris au jeu. Scène surréaliste : ses interrogateurs un peu las l'amènent un jour dans un restaurant, et ils se congratulent, pleurent ensemble autour d'un bon dîner. Le repas fini, les tortures reprennent... Un autre survivant décrit l'étrange régime de la prison de Wirogunan à Yogya. D'un côté presque rien à manger, de façon à extorquer dix kilogrammes de riz par prisonnier et par mois aux familles soucieuses de la survie de leurs proches, qui sans cette dîme n'étaient autorisées ni à leur rendre visite, ni à leur fournir de nourriture (elle-même pillée...) ; de l'autre, une vie culturelle intense (*ketoprak*, théâtre...), que les gardiens apprécient beaucoup. Il fait ensuite de Buru un tableau point si noir, du moins par comparaison avec les prisons : assez grande autonomie des déportés, qui peuvent conserver le produit de leurs récoltes, et bientôt dormir hors des baraquements ; possibilité,

au bout de quelques années, de contacts avec les autochtones, sur lesquels il présente une véritable étude ethnographique. Mais tout se gâte avec l'arrivée d'un cruel nouveau commandant.

Un témoin, d'origine chinoise, et à ses dires peu politisé, fut arrêté, en 1969 seulement, apparemment pour avoir participé à un séminaire de formation de cadres en 1963-64, impulsé par l'entourage de Sukarno. L'inconsistance de ce « délit » ne l'empêcha pas d'être expédié à Buru de 1971 à 1979. Un autre témoignage mentionne la fusillade de nombreux prisonniers au bord de la Begawan Solo, en plein jour, au vu et au su de tous, en décembre 1965. Une informatrice fut arrêtée en 1965 à 14 ans, en lieu et place d'une homonyme. Elle passa quatorze années en détention et ne reçut jamais ni excuses, ni indemnisation. En 1966, un père qui refusait de se joindre au gamelan du village pour une représentation de ketoprak fut emprisonné treize ans sur demande du chef de village ; sa famille sombra dans la misère et souffrit continuellement de vexations, vols et violences de la part de ses voisins. Lors d'une absence, sa maison fut même consciencieusement démolie, brique après brique. Une jeune étudiante catholique, arrêtée semble-t-il par erreur en 1965, fut rapidement relâchée et munie d'un certificat d'élargissement. C'est au vu de ce document qu'elle fut cependant appréhendée à nouveau en 1968, cette fois pour une décennie. Elle est la plus explicite à propos des violences sexuelles si régulièrement subies par les prisonnières, beaucoup se retrouvant enceintes : ainsi, lors d'interrogatoires, elle devait effectuer une fellation sur les hommes présents. Touche amusante : lors d'une inspection de sa prison par Amnesty International, les détenues purent dévoiler la réalité de leurs souffrances en langues étrangères, sans que leurs geôliers monolingues ne puissent comprendre.

L'ultime ouvrage pris ici en considération, celui de Kurniawan et al., est par certains côtés le plus surprenant et – espérons-le – le plus important : non par son contenu, qui recoupe beaucoup d'autres études tout en apportant nombre d'informations nouvelles (par exemple sur la situation à Flores en 1966, particulièrement dramatique), mais par son retentissement en Indonésie même. Le magazine *Tempo*, qui l'a d'abord publié dans son numéro du 1^{er} octobre 2012 sous la forme d'un supplément, y jouit en effet d'une aura sans commune mesure avec celle des divers auteurs précédemment recensés, même si le « glorieux ancêtre » des études sur 1965 qu'est Robert Cribb a fourni à ce supplément une courte étude sur le chiffrage des victimes. Plus que tout ouvrage, il convient d'admettre que les deux documentaires (déjà mentionnés) de Joshua Oppenheimer ont eu la capacité de faire bouger les consciences de beaucoup d'Indonésiens. Ils font d'ailleurs l'objet de plusieurs articles vers la fin de ce recueil, y compris un entretien avec le cinéaste. Et c'est par un portrait du sombre héros de *The act of killing*, Anwar Congo (décédé fin 2019) qu'il commence. Plusieurs des intervenants des ouvrages précités



L'ouvrage de Kurniawan et al. publié par PT Tempo Inti Media Harian en 2015.

admettent d'ailleurs que c'est le visionnage de ces films qui les a décidés à rompre le silence, à questionner leurs familles, à s'informer par eux-mêmes, et à prendre la parole. Est-ce la marque de l'influence de la « méthode Oppenheimer » ? La parole, ici aussi, est largement laissée aux ex-bourreaux, dont les récits, saupoudrés dans certains cas d'un repentir fort modéré pour les crimes commis, complètent judicieusement les témoignages de victimes sur lesquels les travaux qui précèdent étaient fondés.

L'introduction (« Requiem for a massacre ») rompt, et pas seulement par son titre, avec l'habitude indonésienne d'extrême prudence à l'égard d'événements encore si brûlants que les risques pris à les évoquer de manière

critique sont évidents. C'est encore davantage le cas avec la nouvelle préface (« From the killing fields ») écrite après la publication du supplément de 2012. Elle appelle avec solennité au travail de mémoire : « Readers, no matter how painful, the mass killings of 1965-1966 must be laid bare. Remembering is better than forgetting. The perpetrators must prepare themselves mentally before they can truly understand their wrongdoings and ask for forgiveness. » (p. 12). Certes, comme étonné de sa propre audace, le rédacteur croit bon d'y opérer une restriction : « The events that transpired from 1965-1966 cannot be judged by today's norms and values. » (p. 11) – ce qui est à la fois évident et discutable, les principes normatifs concernant le meurtre, la torture ou le viol n'ayant pas tant changé que cela depuis 1965.

Il faut dire que la pression est forte, venant de puissants secteurs de la population indonésienne. Le supplément ayant suscité un grand mécontentement parmi les *ulama* de Java-Est à propos de la mise en lumière du rôle funeste de NU en 1965, la direction de *Tempo* dut rencontrer celle de la grande organisation musulmane. Cette dernière laissait entendre que le

magazine « had a particular agenda on publishing the report » (p. 9) – une menace à prendre au sérieux, d'autant qu'il était ajouté par un *kiai* : « *Tempo* does not live in a vacuum, I hope they act cautiously. The writing of history must be accurate. » (cité p. 10). Concession à cette pression ? La préface s'achève par un rappel d'atrocités commises par le PKI en 1948 à Magetan, lors de l'insurrection de Madiun : « villagers were massacred by the PKI and thrown down wells. Seven such wells linked to the PKI have been identified, spread throughout the villages of Magetan Regency. » (p. 13).

Les milices des organisations musulmanes n'ont pas le beau rôle – ce qui constitue d'ailleurs une constante dans les ouvrages ici recensés. Suivant un de leurs anciens membres, opérant alors dans la région de Kediri (Java-Est) : « Tens of members of Banser (Ansor's multipurpose unit), including myself, had gathered at a large field in Mojoduwur village, Mojowarno district. This group was led by two *kiai* (religious teachers) who were well-respected, because they knew how to develop powers of invincibility and carried special amulets. First our physical condition was hardened. After this, our mental strength was improved, including being "filled" with the powers of invincibility. On the final day, we were all given rattan canes about as wide as a forefinger, and about a meter long. Whoever held this rattan would have powers of invulnerability. » (p. 31). Et les exactions à l'encontre des communistes sont sanctifiées : pour un vétéran de Banser (à Rengel, Java-Est), « this conflict with the PKI was not just over ideological difference, but was a holy war. It was kill or be killed. If the PKI were not killed right away, the next day they would kill us. They had attacked our faith. » (p. 40). Un *ulama* du NU profère ce commandement terrifiant : « A person is not a real Muslim if he does not want to exterminate PKI members. It is *haram* to kill a gecko if you have not yet killed these infidels. » (cité p. 38).

Il serait cependant erroné de culturaliser ou communautariser exagérément les massacres. Le présent ouvrage confirme en effet à quel point c'est l'armée qui a voulu ces derniers, et les a gérés de bout en bout. Les milices d'Ansor sont formées et équipées (parcimonieusement) par les militaires : « the morning formation was initially the request of commander of the 16th Infantry Brigade, Colonel Sam, to the NU chairman in Kediri. The request was also an explicit expression of military support for the NU to take action. In fact, Sam gave a Luger to the Ansor chairman in Kediri and trained him how to shoot » (pp. 16-17). Puis les apprentis tueurs qui sont devenus les élèves des *pesantren* sont généreusement convoyés : « The military picked up and transported students in military trucks to send them to pockets of PKI members who were the targets of operations in all areas of the Kediri Residency. In the field, the military placed the students on the front lines and made them the executioners. » (p. 19).

Et l'opération ne se fait pas au hasard: « We were given the list of people who were to be killed that night, not knowing who made the list. Clearly the targets were top administrators of the local PKI central committees, especially the chairmen and their secretaries. So in each village there were one or two people targeted. » (p. 32). On pourrait sourire de ces « hauts responsables » de chaque village, qui devaient bien souvent être de simples militants de base. Ce type de scène semble se répéter à l'infini, toujours avec ces listes aussi précises que sans provenance mentionnée, dont certains indiquent cependant qu'elles étaient fournies par les militaires. Tout paraît solidement organisé : « The executioners worked on different levels. (...) some coordinated the executioners, others worked at inciting public sentiment, but still others prepared the list of suspected PKI members, who were to be killed, and determining the operation times. Not surprisingly, the roundups and executions turned out to be very efficient and calculated. » (p. 28).

On est tout aussi loin d'émotions populaires désordonnées à Flores, dans le Grand Est indonésien : « in Sikka, the state's operations were carried out by the Armed Forces (...) at a time of clashes between residents from different backgrounds: based on political party, religion, ethnic group and culture. (...) "The killings were always witnessed by representatives of the parties", said (Father) Hubert. To intensify the terror, the killings were carried out in every subdistrict. When no PKI member could be found in the area, the victims were brought in from regions and killed there. Throughout Sikka regency, there were around thirty execution sites » (pp. 68-69). Le goût du sang est moindre qu'à Java ou Bali, et il est plus difficile pour l'armée de s'adjoindre suffisamment d'auxiliaires en tueries. De plus, il convient de respecter la diversité ethno-religieuse de l'île. On va donc chercher des bourreaux, pas toujours volontaires, chez les catholiques, les protestants et les musulmans : « The executioners were also taken from these groups. They were ordered to kill while the soldiers and police stood guard, and supplied them with weapons. If one of the detainees escaped, two executioners considered neglectful were to substitute for the victims. » (p. 69).

Mais il est plus pratique parfois d'aller recruter les tueurs parmi les assassins condamnés des prisons. C'est ce que narre l'un d'entre eux : « In February 1966, we were summoned to gather at the Kodim. We were equipped with three spades, three hoes and four harrows. Each executioner was given a machete. After that we were taken to the killing fields chosen by the commander of the Security and Order Restoration Operation Command (Komop). There, we were told to dig a hole three meters deep and five meters wide. » (pp. 72-73). Notre homme est généreusement récompensé: remise du reste de sa peine (neuf ans), cinq sacs de riz et 150 000 roupies. Par contre, un activiste des commandos (*Tameng*) du PNI balinais ne reçoit ni salaire, ni même remerciements à la fin de ses quelque trois mois d'activité. Il semble en

demeurer légèrement amer aujourd'hui : « Suddenly it was over and we were told to go home. That was that. The important thing was that I helped secure the country. » (p. 65).

Courageux est celui qui manifeste la moindre réticence face à ces massacres. Dans les villages où cela se passe, chacun s'enferme chez lui, tremblant de peur qu'on le prenne pour un « suspect », avant d'aller, au petit matin, jeter les cadavres épars à l'eau ou dans une grotte. Un religieux est en principe mieux protégé, et ne peut être suspect d'adhésion au communisme athée. Néanmoins, quand le vicaire Romo Pede, d'une paroisse proche de Maumere (Flores), entreprend de faire libérer ses ouailles arrêtées le 6 mars 1966, au point de se rendre au QG de Maumere, non seulement n'obtient-il rien, mais tout son courrier est désormais filtré par la censure. Et, peu après, l'évêché reçoit ce sévère coup de semonce : « Every interference into and negative contribution against the efforts of the Komop (...) is identical with protecting the Gestapu-PKI and its henchmen. » (p. 70) ; le déplacement du vicaire « fautif » est exigé. L'évêché obtempérera...

Les arrestations fatales ont souvent lieu la nuit et dans le silence. Mais les assassins ne craignent pas non plus la publicité bruyante : « The extermination of communist sympathizers was openly announced by a district employee : “Carrying a loudspeaker, he would tell the public that PKI members had to be eliminated”, he recalled » (p. 46). Les procédures de mise à mort sont parfois complexes et éclectiques, quand il y a un tant soit peu de résistance : « I ran to the embankment near the river to take a cassava stalk about three fingers wide and returned to the house. I recited the (Arabic) *asmak* I learned from Kiai Munjahid. Then I hit the man from behind. He staggered, then I cut off his head with my samourai sword. » (p. 23).

Il convient de ménager les nerfs des tueurs, afin de conserver intacte leur force de travail. A cette fin, on essaye de ne pas leur faire rencontrer des victimes trop connues d'eux. A Bali : « On the beach, the PKI prisoners were separated based on their home villages. While waiting, they were asked to squat on the sand. Then the members of the (Mahraenis) Shield were asked to change places, so that they would not have to kill a neighbor or a relative. After that, using whatever weapons they had – short swords and machetes – hundreds, maybe thousands, of PKI cadres were beheaded. » (p. 63). Le problème est plus aigu encore si l'on a un frère communiste : « He was killed by an associate because I didn't have the heart to do it. Despite being a brother, the ideology was non negotiable and could not be compromised. » (p. 20) Hors Java et Bali, les tueries semblent bien avoir parfois été encore plus cruelles et systématiques, quoique portant sur des effectifs bien moindres. On défénestre d'une prison improvisée en plein Medan, et dans l'île de Kemaro, proche de Palembang, on ne fait pas de prisonniers : « After three nights, the number of prisoners there fell from hundreds to just seventeen people. The bodies were taken by motorboat and thrown into the river. » (p. 103).

A ces scènes plus déprimantes les unes que les autres, il est nécessaire d'opposer une perspective positive. C'est le rôle joué par l'effort de réconciliation locale auquel préside le maire de la ville de Palu, Rusdi Mastura, qu'on a déjà évoqué : « Rusdi said he was 16 years old and a high school student at the time of the mass killings. As a member of the Boy Scouts, he was ordered by the school principal to guard detention sites. The suffering he witnessed carrying out this task has haunted him. Now as mayor, Rusdi has pledged free medical care to the families of victims and scholarships for victims' children. A monument has also been erected at the site of a PKI forced labor camp. Rusdi's example is worthy of emulation. » (p. 13).

Sortir des Mythes

Dans cette dernière partie, on reviendra sur certains des points qui, dans la bibliographie existante, portent le plus à controverse. Beaucoup sont liés aux incertitudes factuelles persistantes. Mais d'autres relèvent de profondes divergences d'analyse, et en fin de compte d'oppositions d'ordre idéologique. Y intervenir frontalement, en ayant conscience de ne pouvoir être suivi par certains, et même de les choquer, cela me paraît néanmoins indispensable. Si le débat peut en être approfondi, y compris à mon détriment, j'en serai le premier satisfait.

L'Amorce d'un Parti-État

Faire si souvent débiter les historiques de 1965-66 dans les tout derniers mois précédant le 30 septembre, et dans la perspective presque exclusive de la mise en relief des prodromes des atrocités qui suivirent, empêche de saisir la réalité du contexte de l'Indonésie sukarnienne finissante. Beaucoup d'ouvrages évoquent trop peu la catastrophe économique qui frappait le pays (très forte inflation, incapacité à gérer les nombreuses entreprises étrangères brutalement nationalisées, budget de l'Etat utilisé sans contrôle par le « porte-parole des masses » au service de sa grande politique nationaliste) et les conséquences sociales dramatiques qui s'ensuivaient.²¹ Beaucoup d'auteurs ne donnent également de l'action du PKI et de ses organisations de masse qu'une version euphémisée : soutien aux squatters des villes et aux paysans sans terre des campagnes, encouragement à une véritable effervescence de théâtre et danse populaires, alphabétisation à grande échelle – ce que facilitait la très forte adhésion des enseignants au communisme –, soutien à l'émancipation des femmes face à la double oppression familiale et religieuse. Tout ceci constitua une réalité incontestable, et largement positive.

²¹. Jess Melvin expédie le sujet en une note de quatre lignes (n. 188, pp. 286-287).

Mais, de ce point de vue, le PKI ne se distinguait guère de ses « grands frères » soviétique et plus encore chinois. Le parti de Mao Zedong acquit par des mesures semblables une large part de sa popularité, ainsi que l'estime d'une grande partie des visiteurs étrangers de la Chine, avant comme après 1949, bien au-delà de l'extrême-gauche. On mentionnera par exemple le général américain (proche de la droite républicaine) Joseph Stilwell, devenu après 1941 chef d'état-major du président Chiang Kai-shek : dans ses carnets, il n'a pas de mots assez durs pour dénoncer la dictature corrompue et chaotique de ce dernier, alors que les communistes sont des parangons de vertu, de patriotisme, de dévouement et d'efficacité.²² Derrière cette façade plus que présentable, celui qui voulait voir distinguait pourtant clairement les indices d'une volonté de contrôle total des corps et des esprits, d'une entreprise d'arasement totalitaire. Comme le disait la politologue Annie Kriegel, l'histoire du communisme est inextricablement composée d'ombre et de lumière. Il est dommage qu'aujourd'hui encore bien des historiens de la période ne s'interrogent pas, ou pas suffisamment, sur ce point, s'agissant d'un PKI qui avait déjà certaines caractéristiques d'un parti au pouvoir, certes dans l'ombre de Sukarno. Cela contribuerait pourtant à expliquer (ce qui n'est en rien justifier, ou excuser, faut-il le rappeler ?) la violence du *backlash* qui suivit le 30 septembre.

La littérature consacrée au communisme indonésien brièvement triomphant est courte, et généralement ancienne. Elle fournit cependant de remarquables éclairages. Ainsi, le tentaculaire Institut de culture populaire (LEKRA), qui dépendait du PKI, préconisa-t-il en 1959 d'« encourager la prévention et l'élimination de l'indécence et des autres symptômes de la décadence en musique et en danse », et prôna, aux côtés d'un Sukarno ravi, le renforcement de la « culture nationale »²³, en bannissant pêle-mêle le rock'n'roll, la pop music « impérialiste », les Beatles et la chansonnette indienne. Il s'agissait cependant d'un nationalisme ouvert, du moins à certaines influences bien précises. Un chant fut ainsi composé pour célébrer la visite de Kim Il Sung à Sukarno en avril 1965. Quelques semaines plus tard, le clou de la célébration du 45^{ème} anniversaire du PKI fut constitué par les portraits géants de Sukarno et du numéro un communiste Aidit, composés par 10 000 étudiants sous la direction d'instructeurs nord-coréens. Sur le modèle soviétique ou est-allemand, des chorales aux textes lourdement politiques fleurirent un peu partout. Et les ouvrages étrangers traduits en indonésien venaient de plus en plus souvent de Moscou, de Pékin ou de Prague. Les échanges étaient réciproques : dès la seconde moitié des années cinquante, les deux plus considérables tournées

22. Joseph Stilwell & Theodore White (eds.), *The Stilwell Papers*, Boston, Da Capo Press, 1991.

23. Cité in Jennifer Lindsay & Maya H.T. Liem (eds.), *Heirs to World Culture, 1950-1965 – Being Indonesian 1950-1965*, Leyde, KITLV Press, 2012, p. 425.

culturelles officielles (principalement des musiciens et des danseurs) furent réservées aux pays communistes.

A la Conférence nationale de l'art et de la littérature révolutionnaires (août-septembre 1964), Aidit singea les Causeries sur l'art et la littérature de Mao Zedong à Yan'an (1942), qui avaient été suivies d'une vaste campagne de « rééducation » (entendez : domestication, et parfois élimination) des intellectuels chinois membres ou proches du PC, en disqualifiant tout artiste ne se plaçant pas strictement au service du Peuple – c'est-à-dire du Parti. Lors de l'anniversaire de ce dernier (mai 1965), une immense pièce dansée et chantée (*Gloire au parti et au pays*) présenta la geste de l'Indonésie révolutionnaire, sur le modèle du tout récent *L'Orient est rouge* de Pékin. L'histoire était corrigée et expurgée : plus de Mohammed Hatta en 1945, une dénonciation de tous les accords avec les Pays-Bas ou les Etats-Unis, ainsi que du Masjumi, et l'exaltation tant du PKI, dont l'action se serait confondue depuis 1920 avec l'aspiration nationale indonésienne, que de son chef Aidit. Or une partie majoritaire de la presse nationale encensa l'œuvre. Quant à la langue de bois, il sera difficile de faire mieux que Sudharnoto, l'un des dirigeants de LEKRA, dans un discours de novembre 1964, certes inspiré par la bouillonnante inventivité en matière de néologismes du président Sukarno : « au rythme de Djarek²⁴ et de Resopim²⁵, avec les mélodies du Takem²⁶ et du Gesuri²⁷, avec l'harmonie du Manipol²⁸ renforcé par l'arrangement glorieux de Tavip²⁹, les musiciens progressistes fracasseront la culture américaine impérialiste, le Manikebu³⁰, et feront fleurir une musique à identité nationale. »³¹ On le sait, tout totalitarisme passe par un remodelage en profondeur de la langue.³²

Une Tragédie de la Faiblesse : le Coup du 1^{er} Octobre

Venons-en aux événements toujours si controversés du 1^{er} octobre. Il est étrange (et révélateur) que la piste chinoise n'ait pas été davantage investiguée, l'historien sino-américain Taomo Zhou étant en 2013 le premier à le faire vraiment. A Mao, qu'il rencontrait pour la dernière fois, le 5 août

24. Acronyme signifiant La voie de notre révolution.

25. Acronyme signifiant Révolution, Socialisme et Leadership.

26. Acronyme signifiant L'année de la victoire.

27. Acronyme signifiant Le tocsin de la révolution indonésienne.

28. Acronyme signifiant Manifeste politique.

29. Acronyme signifiant L'année de tous les dangers (*Tahun vivere pericoloso*, en sabir sukarnoïste italo-malais). On notera l'inspiration très nietzschéenne de la notion.

30. Acronyme signifiant Manifeste culturel.

31. Lindsay & Liem (eds.), op. cit., p. 436.

32. Voir par exemple Viktor Klemperer, *LTI – Lingua Tertii Imperii : carnets d'un philologue*, paru en allemand en 1947, mais aussi bien entendu le 1984 de George Orwell.

1965 à Pékin, et qui s'inquiétait de la détérioration de l'état de santé de Sukarno, Aidit exposait un plan d'action (non daté) : "[W]e plan to establish a military committee. The majority of that committee would be left wing but it should also include some middle elements. In this way, we could confuse our enemies. Our enemies would be uncertain about the nature of this committee, and therefore the military commanders who are sympathetic to the right wing will not oppose us immediately. If we show our red flag right away, they will oppose us right away. The head of this military committee would be an underground member of our party, but he would identify himself as a neutral. This military committee should not last for too long. Otherwise, good people will turn to bad people. After it has been established, we need to arm the workers and peasants in a timely fashion."³³ Même si le document chinois ne le précise pas, un tel exposé devant celui que le PKI reconnaît comme le chef de file de la révolution mondiale ne peut correspondre à une simple déclaration d'intention. Le plan n'est à l'évidence pas finalisé, mais il vaut engagement. Et Mao lui a forcément accordé son blanc-seing, sinon il ne figurerait même pas dans le compte-rendu écrit de la rencontre (ce ne sont pas de simples minutes). Vers le 20 octobre, le très officiel *Quotidien du Peuple* de Pékin publia d'ailleurs un tardif article de soutien au Mouvement.³⁴ Mao, qui tenait Aidit en haute estime (il devint le premier membre honoraire étranger de l'Académie chinoise des sciences sociales et fut invité à prononcer une conférence devant l'école centrale des cadres du PCC), écrivit à la nouvelle de sa mort un poème à sa mémoire.³⁵

On aura remarqué la grande similitude entre le plan exposé le 5 août et le Mouvement du 30 Septembre, à cette immense différence près : il n'était pas question de tuer les chefs militaires de droite, mais de les neutraliser en les désorientant. On en revient donc à ce mystère majeur, non résolu : qui donna l'ordre de les exécuter ? Car il y eut forcément un ordre, ce que vient confirmer l'exécution à peu près simultanée de deux officiers supérieurs à Yogyakarta. Il est étonnant que de nombreux auteurs de gauche aient pu plaider la thèse de l'« accident » (en série !). On en est réduit aux conjectures. Il est assez peu probable que ces neuf meurtres (dont sept à Jakarta, sans y inclure la blessure mortelle reçue par la petite fille du général Nasution, ministre de la Défense) aient fait partie du plan initial (celui exposé en août à Mao). Il était bien plus logique de réduire à l'impuissance des généraux dont plusieurs (à commencer par le chef d'état-major, Achmad Yani) n'étaient, selon les Américains eux-

33. "Chairman Mao meets the delegation of the PKI", *Chinese Communist Party Central Archives*, 5 août 1965. Cité in Taomo Zhou, "Ambivalent Alliance: Chinese Policy towards Indonesia, 1960-1965", *CWIHP Working Paper* n° 67, août 2013, p. 20. A noter que Robinson (2018) cite le même texte (p. 114), mais son long commentaire vise à lui dénier toute importance.

34. Robinson (2018), op. cit., p. 188.

35. Zhou, op. cit., p. 18.

mêmes, pas particulièrement connus pour leur anti-communisme, puis, avec l'aide de Sukarno, de leur faire entériner la suprématie du Conseil de la Révolution, finalement annoncé à 14 h le 1^{er} octobre.

Risquons une hypothèse, fondée en particulier sur la brochure publiée en 2013 par le magazine indonésien *Tempo*³⁶. Sjam Kamaruzaman, était le directeur du très secret Bureau Spécial du parti, constitué pour maintenir le lien avec les officiers communistes et plus récemment chargé par la direction du PKI de préparer le coup de force. Il était par ailleurs très proche, depuis 1949, du président du parti, D.N. Aidit, dont il avait été d'abord l'assistant, et avec lequel il fonctionnait en binôme dans la gestion du Mouvement. Sjam dut constater, dès le soir du 30 septembre, que plusieurs des unités militaires prévues pour l'opération ne s'étaient pas mobilisées, ce qui empêchait de s'emparer simultanément de tous les leviers du pouvoir et compromettrait gravement le succès de l'entreprise. Plus profondément, il semble que Sjam ait exagéré auprès du parti sa capacité à mobiliser un important réseau de militaires, de même qu'il avait exagéré auprès de ces derniers la capacité du PKI à les appuyer.³⁷ Selon Hamim, qui fut très proche de Sjam, ce dernier assurait qu'il n'était point besoin « to follow the example of China or Vietnam, that we had our own generals who were pro-communists. »³⁸ Or une seule compagnie avait répondu présente au soir du 30, deux autres unités (les bataillons 530 et 454, dont un de chars) ayant fait défection.³⁹ Pour Hamim, le coup était tout simplement prématuré : « We trained and prepared for it in only two months : August and September. »

Le soutien politique n'était pas davantage assuré : « The PKI did not have the support of the masses that were ready to go to war. At the time, PKI members were only prepared to stage demonstrations, hold general meetings, demand pay rises, protest against the United States. But going to war was another thing. The stakes were far bigger – like death. To train people to go to war, one or two months was not enough. »⁴⁰ Du coup, il avait fallu confier aux jeunes communistes des tâches qui les dépassaient, y compris le renforcement des escouades chargées d'enlever ou tuer les généraux.⁴¹ Cela rend peut-être compte de la bizarrerie trop peu analysée d'un « Mouvement du 30 Septembre » dont l'action se déclenche en fait aux premières heures du 1^{er} octobre : on avait attendu plus qu'il n'était résolu. Mais le constat de sa propre

36. Wahyu Dhyatmika et al., *Sjam Kamaruzaman : A Ghost in the G30S Machine*, Jakarta, Tempo Publishing at Smashwords, 2013. La brochure contient en particulier un entretien avec Hamim, dernier survivant du Bureau Spécial du PKI.

37. Ibid., p. 12.

38. Ibid., p. 20.

39. Ibid., p. 13 & 35.

40. Ibid., pp. 20-21.

41. Ibid., p. 7.

faiblesse pousse soit au renoncement, soit à la radicalisation. Comme Sjam (et très probablement Aidit) n'entendait pas renoncer (« Nothing can be done. We cannot back out now », aurait-il dit en conclusion d'une réunion des conjurés, à 3h15 le 1^{er} octobre)⁴², il lui parut nécessaire de passer de l'intimidation prévue à la terrorisation, et donc aux assassinats au sommet de la hiérarchie militaire.

Décision bien entendu désastreuse, car totalement contre-productive. Elle empêcha probablement l'obtention du blanc-seing de Sukarno au Conseil Révolutionnaire, qui initialement n'entendait pas remettre formellement en cause son pouvoir. Cela rend sans doute compte de la seconde (et ultime) annonce faite par le Conseil : la destitution du gouvernement, majoritairement sukarnoïste, et dont beaucoup d'éléments étaient pourtant assez proches du PKI. Mais cette fuite en avant aboutit le soir même à la fuite tout court des conjurés, et à l'annulation des « manifestations d'enthousiasme spontané » qu'ils avaient planifiées (il y en eut pourtant quelques-unes, comme à Yogyakarta), suivant un schéma assez proche de celui du coup de Prague de 1948.

Les exécutions, par simple réflexe de survie, galvanisèrent la résistance au coup de force de tous ceux des officiers qui, n'étant pas ralliés au PKI, ne se sentaient plus la tête très stable sur les épaules.⁴³ Ils se regroupèrent par conséquent presque comme un seul homme derrière le général Suharto, le vainqueur final du 1^{er} octobre, comme on se raccroche aux branches d'un arbre. Et ils entérinèrent massivement l'idée qu'il convenait désormais de mettre définitivement le PKI hors d'état de (leur) nuire, ce qui leur fit approuver, et parfois devancer (comme à Aceh) les mesures féroces bientôt prises par le nouvel homme fort. Surtout, les assassinats furent non seulement le prétexte (comme l'avance John Roosa dans un livre aussi discutable que fondamental)⁴⁴, mais la justification constante et encore actuelle, aux yeux de beaucoup d'Indonésiens, des massacres de 1965-66, aussi bien que de la sévère législation anticommuniste toujours en vigueur.⁴⁵ Ces meurtres contribuèrent en particulier à rendre crédibles les accusations fantaisistes lancées par les militaires ou les *kiai* contre le parti : les communistes auraient établi des listes

42. Ibid., p. 8.

43. La seconde proclamation du Mouvement du 30 Septembre, à 14 h le 1^{er} octobre, ne pouvait qu'encore aviver leurs craintes. Y était en effet annoncée une mesure plutôt ubuesque : les militaires ralliés se voyaient garantir une promotion de deux grades (signe supplémentaire de l'isolement des conjurés), cependant que les autres étaient menacés d'une rétrogradation équivalente. L'armée indonésienne se serait retrouvée fort dépourvue en généraux...

44. Roosa, op. cit.

45. La vie politique indonésienne, depuis l'indépendance de 1949, était certes agitée et violente, mais sans massacre d'une certaine ampleur (même à l'occasion des multiples rébellions des années cinquante), et surtout sans éliminations physiques dans l'élite jakartanaise. Le meurtre des généraux constitua par conséquent une rupture, une première transgression, bientôt suivie d'une myriade d'autres.

de personnes à éliminer, leurs tombes seraient déjà creusées, les musulmans et leurs institutions (*pesantren* en particulier) seraient un peu partout déjà attaqués, ou à la veille de l'être...⁴⁶

Il est facile, un demi-siècle plus tard, de déceler ces enchaînements, et de décréter la décision du duo Sjam/Aidit tellement suicidaire qu'elle en serait invraisemblable. Mais, dans la touffeur de la nuit jakartanaise, et avec déjà un tel nombre de personnes informées de la manœuvre en cours qu'il pouvait sembler plus dangereux encore de reculer que de tout risquer, on commence à saisir la logique de l'ordre fatal. Seuls ceux qui n'ont pas observé de près la chair de l'histoire s'imaginent que ses acteurs, même les mieux informés, font toujours preuve d'un comportement réfléchi et rationnel. L'aléatoire, l'erreur de calcul, et plus encore l'impitoyable pression de l'instant tiennent en réalité une place majeure, et irréductible.

Le PKI est-il Coupable ?

L'ensemble du PKI pouvait-il à bon droit être considéré comme complice du coup de force⁴⁷ et s'en voir sanctionné en conséquence ? Les auteurs des ouvrages ici considérés, quand ils évoquent la question, penchent pour le non, et en font un argument central en faveur de l'accusation de génocide : on aurait massacré dans des proportions considérables un groupe humain (les communistes et assimilés) non pas pour ce qu'il faisait, mais pour ce qu'il était. Les choses apparaissent cependant un peu moins simples. Certes, l'immense majorité des communistes n'était pas dans la confidence, beaucoup n'apprirent l'existence du Mouvement qu'après son échec, ou même le confondirent avec ce « Conseil des généraux » dont la propagande du PKI prétendait depuis quelque temps qu'il préparait un coup d'Etat anti-communiste. Les militants et la plupart des cadres du Parti comme des organisations de masse (*ormas*, en novlangue indonésienne) ne sauraient donc être tenus pour individuellement (et donc judiciairement) responsables du meurtre des généraux. Le sort atroce qui fut réservé à tant d'entre eux ne peut par conséquent y trouver la moindre justification. Il en va cependant différemment du PKI en tant qu'institution.

Dire, comme la plupart de nos auteurs, que le parti n'était pas impliqué puisque n'avait pris part à la conjuration qu'un tout petit groupe, autour du président du PKI, Aidit, le reste des instances dirigeantes n'étant même pas préalablement informé, c'est aller vite en besogne. Dans tous les partis

46. Multiples références à ces *fake news* dans les ouvrages recensés.

47. Je préfère « coup de force » à « coup d'Etat ». En effet, malgré la grande confusion des proclamations du Mouvement, il ne s'agissait pas de se substituer entièrement au pouvoir existant (Sukarno, en particulier, aurait vu sa fonction confirmée), mais bien plutôt d'y gauchir suffisamment le rapport des forces pour qu'à terme – mais pas immédiatement – le PKI puisse paisiblement s'emparer de la totalité des leviers de pouvoir. Ce n'est pas une vue de l'esprit : ce scénario m'a été présenté oralement par d'anciens cadres du PKI, et n'est guère éloigné des analyses de John Roosa, même si ce dernier éprouve quelque peine à en tirer toutes les conséquences.

communistes de la grande époque, le « Numéro Un » concentrait de très larges pouvoirs, dont il usait souvent de manière discrétionnaire, mais c'étaient les instances régulièrement (plus ou moins régulièrement...) élues par les militants – Comité Central (CC) et Politburo issu de ce dernier – qui l'avaient placé à ce poste. En outre, il aurait été plus que risqué de demander leur avis sur le projet de coup de force aux adhérents de base, ou même au pléthorique Comité Central : la police et l'Etat en auraient été informés sur l'heure. Le souci d'efficacité impose parfois le resserrement du processus de décision. Mais c'est le parti dans son ensemble qui en porte la responsabilité, de même qu'il en aurait bénéficié en cas de succès. Tous partageaient d'ailleurs alors un discours très guerrier, une vision très offensive de l'action politique, fondée sur une analyse binaire (« Nous et eux ») du sociétal.

Du point de vue de la république indonésienne de 1965, et de celui de tous ceux attachés à ce qui lui restait de stabilité, on ne peut donc contester la légitimité juridique de mesures sévères contre un parti fourvoyé dans l'aventure putschiste, et contre ses principaux dirigeants. Reste que cette sévérité (terme qui en l'occurrence est malheureusement un euphémisme) s'étendit à plus d'un million de personnes (si l'on ajoute aux meurtres les emprisonnements d'une certaine durée), dont l'immense majorité n'avait même pas cherché à se défendre et ne portait aucune responsabilité personnelle dans le coup de force⁴⁸. Dès la première quinzaine d'octobre, le parti était presque partout sur la défensive, ses militants laissés sans consigne se trouvaient totalement désorientés, et ses moyens militaires étaient dérisoires. Rien n'obligeait donc ses adversaires déjà triomphants à englober tant de gens dans leur vindicte, bientôt convertie en frénésie massacreuse.

La Seconde Tragédie de la Faiblesse : les Massacres

Il convient donc d'expliquer cette dernière de manière autonome, puisque la déflagration (choc, contre-choc...) du 1^{er} octobre n'y menait pas obligatoirement. Elle ne s'est d'ailleurs nulle part déclenchée immédiatement. Les explications culturalistes ne tiennent guère, quoiqu'elles aident en particulier à comprendre la hargne des pogromistes, dont la grande majorité furent des musulmans. Sur ce point, les analyses des divers auteurs considérés sont convergentes, et convaincantes. J'émettrai davantage de doutes quant à l'idée (aujourd'hui presque une vulgate) d'un programme exterminateur de l'armée, ou de certains de ses secteurs, préétabli avant même la fracture du 1^{er} octobre.

48. Pour achever de me faire comprendre, osons cette analogie (qui n'est pas une comparaison) : le parti national-socialiste allemand fut déclaré « organisation criminelle » par le tribunal de Nuremberg. Cependant, ses membres ne furent jugés, et éventuellement condamnés, qu'en fonction de leur responsabilité *individuelle* dans les crimes commis. Et, comme on le sait, seule une très petite minorité de ces membres furent exécutés.

D'abord, on n'a nulle part découvert de *smoking gun*, contrairement à ce que s'évertue à nous faire croire Jess Melvin. A propos du discours prononcé au soir du 1^{er} octobre à Medan par le général Mokoginta, chef des forces armées à Sumatra, elle assure qu'il constitue « the earliest document to be recovered throughout Indonesia to order 'all members of the Armed Forces (to) resolutely and completely annihilate this counter-revolution and all acts of treason down to the roots'. This statement is evidence that from day one the military leadership launched an offensive military campaign aimed at physically exterminating those who had been "involved" with the 30 September Movement. » Or, dans le vocabulaire révolutionnaire et guerrier complètement banalisé lors des dernières années du règne de Sukarno, « écraser » (la Malaysia, par exemple) ou « annihiler » (tout particulièrement le Nekolim) constituent des passages obligés dans tout discours public. Ces termes grandiloquents relèvent de l'intention, de la conviction, non d'un projet précis, et encore moins d'un plan d'anéantissement d'une masse d'individus. Qui peut, par exemple, prétendre que Sukarno aurait formé le projet d'exterminer la population malaysienne ? Melvin commet donc un contresens. Un peu plus loin, elle va même jusqu'à travestir les paroles de Mokoginta, en affirmant qu'il n'entend plus désormais obéir qu'au général Suharto, alors que, avant ce dernier, il a assuré adhérer « to the Decree, Command, instructions and speeches (*amanat*) of Sukarno » ; et son discours s'achève de manière fort orthodoxe : « Independence ! Long Live Bung Karno ! Long Live the Indonesian revolution. »⁴⁹ Melvin reconnaît quand même, à l'instar des autres auteurs, n'avoir trouvé aucun document antérieur au 1^{er} octobre laissant entrevoir un projet de prise du pouvoir par les militaires ou d'extermination des communistes.

Deuxièmement, l'armée d'avant le coup de force (et même d'après, au moins durant quelques semaines) est tout sauf une force unifiée. Issue pour partie des troupes auxiliaires armées par l'occupant japonais (la PETA, le Heiho), pour partie des révolutionnaires de 1945-49, pour partie enfin de l'armée coloniale, son aile gauche (sukarnienne ou communiste) représentait selon certains auteurs au moins le tiers de ses effectifs, officiers compris. Et l'armée de l'Air, certes limitée en effectifs, était dirigée par des généraux proches du PKI (à commencer par son chef, Omar Dhani). Garder le contact avec les officiers sympathisants était la mission première du Bureau de Sjam.

Enfin, expliquer les massacres par la volonté de massacrer relève de la tautologie, sauf à imaginer un plaisir sadique à faire le mal comme moteur de cette histoire (cela vaut au niveau individuel, jamais au collectif). Suharto lui-même paraît animé par un cynisme manipulateur et une volonté de puissance bien plus que par un fanatisme d'ordre idéologique. Alors ? L'explication de la dérive sanglante de l'armée est probablement la même – mais à une toute autre échelle – que celle qu'on a donnée de la dérive meurtrière du Mouvement

49. Cité in Melvin, op. cit., p. 118.

du 30 Septembre : la faiblesse. Suharto et ses fidèles, dans les premiers jours d'octobre, pouvaient en effet s'épouvanter de la tâche à accomplir : les militaires étaient assez peu nombreux par rapport à la population (rappelons les 800 para-commandos du RKPAD...) ; ils devaient se défier de nombre de leurs collègues penchant à gauche ; leur Commandant Suprême – le Président – les lâchait en déclarant publiquement que la mort des généraux n'était qu'« une ride sur l'océan de la Révolution » (phrase d'une rare insensibilité de la part d'un chef d'Etat) ; en outre, quoi que prétendent beaucoup d'auteurs, ils se sentaient assez isolés sur la scène internationale ; et surtout, ils avaient en face d'eux la rutilante façade d'un parti communiste surpuissant, doté d'innombrables ramifications dans tous les secteurs de la société et tous les espaces de l'Archipel.

Il fallait donc user d'une brutalité inouïe, propre à stupéfier et paralyser l'adversaire, tout en montrant tout de suite à l'ensemble de la population – et au Président – où était la force qui détenait les leviers de commande et était prête à en abuser sans scrupule ni limite. Que les choses se soient en fin de compte révélées plus aisées que prévu (le PKI s'effondrant tel un château de cartes, Sukarno ne parvenant jamais à reprendre la main, la Chine ne pouvant et l'URSS ne voulant pas venir en aide aux communistes locaux, l'Occident envoyant rapidement de multiples signaux de soutien) ne dissipa que progressivement la peur initiale. Il fallait empêcher définitivement tout retour en force du PKI – comme il avait réussi à le faire après l'échec des tentatives révolutionnaires de 1926 et de 1948 (Madiun) – et donc massacrer, enfermer, massacrer encore... Le goût du sang pour certains, la rapide transformation du meurtre en routine pour les autres (« il n'y a que le premier pas qui coûte ») firent le reste.

Un Génocide ?

On en vient enfin à la question du génocide. La notion s'applique-t-elle au cas examiné, comme le pensent désormais la plupart des auteurs (les titres et sous-titres des livres ici recensés en portent témoignage) ? On peut en douter. Rappelons que la définition canonique du crime de génocide (qu'on trouve dans la Convention internationale adoptée à ce propos en 1948 par l'ONU) impose deux critères essentiels : l'intentionnalité de la destruction en totalité ou en grande partie d'un groupe humain ; et le caractère national, racial, ethnique ou religieux du groupe-victime considéré. Ce qui exclut en particulier les groupes politiques et sociaux, exclusion motivée par le fait que leur définition autant que leur stabilité dans la durée sont bien plus problématiques que pour les premiers : on naît et on meurt le plus souvent dans une même nation ou une même religion, ce qui est fort loin d'être le cas pour une appartenance politique ou sociale. On a le droit de contester cette définition et en particulier ces limitations, ce que fait en particulier le code pénal français, qui laisse en

quelque sorte à la charge du génocidaire le soin de définir le groupe-victime, si aberrante que soit cette définition. Il est cependant frappant qu'aucune autre définition que celle de 1948 ne soit parvenue à s'imposer au plan international.

Nos auteurs tentent par conséquent de faire coller au texte de la Convention leur caractérisation des massacres de 1965-66. Pour les uns (à la suite de Robert Cribb), on reconnaît la difficulté posée par une extermination à base principalement politique, mais on y remédie en faisant des communistes et de leurs *ormas* – des millions de personnes, très souvent des familles, voire des villages entiers – un quasi-groupe ethnique (ce que Cribb dénomme la « pilarisation » de la société indonésienne, en reprenant une notion forgée à propos de la société néerlandaise du XIXe siècle). C'est quand même oublier que le PKI et assimilés, presque inexistant jusqu'en 1945, et qui ne connurent leur grande croissance qu'à partir du milieu des années cinquante, peuvent difficilement être considérés comme des groupes stables : la très grande majorité des adhérents et militants l'étaient de fraîche date, ce qui explique sans doute par ailleurs la rapidité et la radicalité de l'effondrement après 1965.

Pour Jess Melvin, il faut prendre au sérieux l'assimilation faite sous l'Ordre Nouveau entre communisme et athéisme. Entreprendre la destruction du communisme reviendrait par conséquent à tenter d'exterminer le groupe des athées, dont certains pays font une quasi-religion. On rentrerait donc dans le cadre de la Convention de 1948... Il y a plusieurs failles dans le raisonnement. D'abord, tout indique que nombre de sympathisants communistes n'étaient pas athées. Melvin évoque d'ailleurs, assez contradictoirement, un « Islam Rouge », fondé par Haji Mohamad Misbach (1876-1926), figure de l'aile gauche du Sarekat Islam, et passé au premier PKI. Ensuite, il est difficile de faire d'une absence de croyance une croyance, un minimum unifiée théoriquement et dotée de rites d'appartenance spécifiques. L'athéisme militant et institutionnalisé a surtout caractérisé les pays communistes de la grande époque, et s'est effondré avec eux. On remarquera enfin que la dénonciation des communistes comme *kafir* (mécréant, en arabe), plus fréquemment encore que comme *atheis*, sert surtout d'élément mobilisateur dans les mouvements musulmans, alors que l'armée insistait davantage sur d'autres aspects.

Certains auteurs, Melvin de manière plus systématique que les autres, insistent aussi sur le ciblage des Chinois par la répression – en tant qu'ethnie, et pas seulement pour la participation de certains à l'association Baperki, pro-Pékin et pro-PKI.⁵⁰ Sur ce point, elle prend ses distances avec les conclusions de Robert Cribb.⁵¹ Elle dévoile à Aceh le déroulement de véritables pogroms (pour reprendre sa terminologie) anti-chinois. Et l'on se souvient du sinistre

⁵⁰. Melvin, op. cit., pp. 241-262.

⁵¹. Robert Cribb & Charles Coppel, "A genocide that never was: explaining the myth of anti-Chinese massacres in Indonesia, 1965-1966", *Journal of Genocide Research*, 11-4, pp. 447-465.

Anwar Congo, dans *The Act of Killing* de Joshua Oppenheimer, se vantant d'avoir poignardé au hasard une pléiade de Chinois lors du pogrom du 10 décembre 1965 à Medan.⁵² On ne peut minimiser pareilles atrocités. Il faut cependant rappeler qu'il est presque coutumier en Indonésie de s'en prendre aux Chinois comme éternels boucs émissaires, lors des crises graves. Même les émeutes qui conduisirent à la chute de la dictature de Suharto, en 1998, s'accompagnèrent de pillages, de viols et de meurtres de Chinois. La tradition remonte peut-être au grand massacre des Chinois de Batavia, en 1740, fomenté par le gouverneur néerlandais Valkenier. D'autre part, les violences anti-chinoises ne paraissent pas avoir été généralisées en 1965. Et l'immense majorité des victimes n'en releva pas. Il est donc difficile de parler de génocide ciblant les Chinois d'Indonésie en général. On passera sur la tentative effectuée par l'*International People's Tribunal*, réuni en 2015 à La Haye pour juger symboliquement les responsables des atrocités de 1965, de se placer dans le cadre d'un génocide à base nationale, puisqu'une partie significative de la nation indonésienne avait été détruite : ces Indonésiens qui tuèrent d'autres Indonésiens ne visaient assurément pas à anéantir leur propre nation.

Pour ma part, je ne remets pas en cause la volonté de faire évoluer (prudemment) les critères d'incrimination d'une Convention marquée par la Shoah et par les débuts de l'affrontement américano-soviétique. J'ai utilisé à propos du Cambodge des Khmers Rouges la notion de génocide à base socio-politique.⁵³ Le problème est que, dans ce dernier cas, il y avait bien eu tentative d'extermination jusqu'au dernier de catégories entières de la population, et mise à mort d'un cinquième à un quart des Cambodgiens. Alors qu'en Indonésie la mortalité finale ne dépasse sans doute guère 0,5% des quelque cent millions d'habitants du temps. Et que les emprisonnements furent plus nombreux que les meurtres, alors qu'au Cambodge être arrêté signifiait presque toujours perdre la vie à plus ou moins brève échéance.

Beaucoup d'Indonésiens périrent certes en prison ou en camp (comme à Buru), et une trentaine de milliers furent retenus prisonniers jusqu'en 1978. La mortalité différa considérablement d'une zone à l'autre : destruction des seuls cadres communistes à Java-Ouest, massacres génocidaires (pour reprendre l'utile terminologie de Leo Kuper⁵⁴, qui ménage ainsi une zone de transition entre crime contre l'humanité et génocide) à Aceh, à Java-Centre, Java-Est, Sumatra-Nord et Bali. Et ces variations ne sont guère dues aux résistances des

52. Le point le plus précis sur ces émeutes se trouve dans Yen-ling Tsai & Douglas Kammen, "Anti-communist violence and the ethnic Chinese in Medan, North Sumatra", in Kammen & McGregor (eds.), op. cit., pp. 143-145.

53. Voir en particulier Jean-Louis Margolin, « Le "génocide" cambodgien: des particularités irréductibles? », in Katia Boustany & Daniel Dormoy (dir.), *Génocide(s)*, Bruxelles, Editions Bruylant, 1999, pp. 178-212.

54. Leo Kuper, *Genocide: Its Political Use in the Twentieth Century*, Newhaven, Yale University Press, 1981.

victimes ou de la population environnante, ou encore aux réticences d'autorités politiques indépendantes des massacreurs, mais bien à des divergences dans le camp de ces derniers. La différence avec la Shoah saute aux yeux. Ce qui se passa en Indonésie, vu par les victimes, fut tout aussi atroce, et mérite d'être condamné sans réserve, mais ce que définit le génocide se situe au niveau du groupe, pas à celui des individus. Ou, en d'autres termes, ce qui compte dans ce crime si particulier n'est pas le niveau d'atrocité, mais le niveau de destruction.

Les points d'achoppement qu'on vient de développer portent bien davantage sur les interprétations que sur les faits. Sur ces derniers, on peut considérer que la richesse des recherches récentes, que reflètent les ouvrages étudiés, permet de commencer à présenter un tableau assez complet, et donc complexe, des massacres et autres exactions qui suivirent le 1^{er} octobre et s'étendirent bien au-delà des années 1965-1966 couramment mentionnées (qu'on songe, par exemple, au Blitar-Sud de 1968). Les témoignages de victimes, dont la parole se délie – certes trop timidement – depuis 1998, s'accompagnent désormais de multiples témoignages de bourreaux, ce qui est essentiel dans l'effort de compréhension des massacres. Beaucoup reste certes à faire : la dimension genrée des violences, par exemple, n'est encore qu'esquissée, et de nombreuses régions n'ont pas fait l'objet d'études monographiques. Mais l'heure de la maturité historiographique semble avoir sonné sur ce sujet terrible. Espérons qu'elle puisse contribuer à une prise de conscience plus profonde et plus générale en Indonésie même.

Kuncoro Hadi, dkk. *Kronik 65: Catatan Hari Per Hari G30S Sebelum Hingga Setelahnya (1963-1971)*. Yogyakarta: Media Pressindo, 2017, xxvi + 989 hlm. ISBN: 978-979-911-605-5.

More than two decades after the 1998 Reform and half a century after the events of 1965, it transpires that the New Order State's culture, which wanted to control the historical narrative and memory, has not disappeared yet. As a most straightforward example, in early August 2019, a joint force from the army, the police and attorney general's office raided books that they called "smelling of communism" in a bookstore in Padang, West Sumatra. About two weeks earlier, in mid-July, the same thing had happened in Kediri, East Java. Then it spread to Makassar, where it was carried out by local social and religious groups.

In television shows and a number of press photographs the book *Kronik 65: Catatan Hari Perhari Peristiwa 1965 Sebelum Hingga Setelahnya (1963-1971)* stands out among the exhibited books confiscated during those